

RAPPORT
DU COMITÉ DES UTILISATIONS PACIFIQUES
DU FOND DES MERS ET DES OCÉANS
AU-DELÀ DES LIMITES
DE LA JURIDICTION NATIONALE

Volume VI

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : VINGT-HUITIÈME SESSION
SUPPLÉMENT N° 21 (A/9021)



NATIONS UNIES

New York, 1973

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

Le volume I du présent rapport contient le rapport du Comité, l'annexe I et ses appendices I et II, l'annexe II et ses appendices I à IV et les annexes III à V. Le volume II contient les appendices III et IV à l'annexe I et l'annexe VI. Le volume III contient l'appendice V à l'annexe II. Le volume IV contient l'appendice VI à l'annexe II. Le volume V contient l'appendice VII à l'annexe II et le volume VI contient l'appendice VIII à l'annexe II.

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
<u>Volume I</u>	
I. INTRODUCTION	1
II. HISTORIQUE	2
III. TRAVAUX DU COMITE EN 1973	11
IV. RECOMMANDATIONS	15
ANNEXES	
I. RAPPORT DU SOUS-COMITE I	17
Appendices au rapport du Sous-Comité I :	
I. Liste des documents présentés au Sous-Comité I	28
II. Index des comptes rendus analytiques du Sous-Comité I	30
II. RAPPORT DU SOUS-COMITE II	42
Appendices au rapport du Sous-Comité II :	
I. Liste des documents présentés au Sous-Comité II en 1971	66
II. Liste des documents présentés au Sous-Comité II en 1972	67
III. Liste des documents présentés au Sous-Comité II en 1973	68
IV. Index des comptes rendus analytiques du Sous-Comité II	72
III. RAPPORT DU SOUS-COMITE III	79
Appendices au rapport du Sous-Comité III :	
I. Index des propositions soumises au Sous-Comité III de 1971 à 1973	116
II. Index des comptes rendus analytiques du Sous-Comité III de 1971 à 1973	118
IV. LISTE DES DOCUMENTS PRESENTES AU COMITE EN 1973	123
V. INDEX DES COMPTES RENDUS ANALYTIQUES DU COMITE EN 1973	125

TABLE DES MATIERES (suite)

Volume II

ANNEXES

VI. TEXTES DES PROJETS D'ARTICLES DE TRAITES, ETC., PRESENTES AU COMITE EN 1973

I. RAPPORT DU SOUS-COMITE I :

Appendice III. Textes montrant les zones d'accord et de désaccord sur les points 1 et 2 du programme de travail du Sous-Comité

Appendice IV. Préambule d'un traité sur l'utilisation du fond des mers à des fins pacifiques

Volume III

ANNEXES

II. RAPPORT DU SOUS-COMITE II :

Appendice V. Textes des propositions présentées au Sous-Comité II pendant ses sessions de 1973

Volume IV

ANNEXES

II. RAPPORT DU SOUS-COMITE II :

Appendice VI. Variantes présentées par les délégations

Volume V

ANNEXES

II. RAPPORT DU SOUS-COMITE II :

Appendice VII. Tableau comparatif provisoire des propositions, déclarations, documents de travail, etc., se rapportant aux sujets et questions renvoyés au Sous-Comité II

Volume VI

ANNEXES

II. RAPPORT DU SOUS-COMITE II :

Appendice VIII. Textes regroupés

ANNEXE II

RAPPORT DU SOUS-COMITE II :

APPENDICE VIII

Textes regroupés 1/

1/ Voir à ce sujet le paragraphe 102 de l'annexe II au rapport du Comité des utilisations pacifiques du fond des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale /Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-huitième session, Supplément No 21 (A/9021)/, volume I, p. 64.

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
I. LISTE DES PROPOSITIONS, DECLARATIONS, DOCUMENTS DE TRAVAIL, ETC.	4
II. TEXTES REGROUPES :	
2. MER TERRITORIALE	10
2.1 Nature et caractéristiques, y compris la question de l'unité ou de la pluralité des régimes dans la mer territoriale	10
2.2 Eaux historiques	12
2.3.1 Question de la délimitation de la mer territoriale : divers aspects en cause	13
2.3.2 Largeur de la mer territoriale. Critères globaux et régionaux. Mers ouvertes et océans, mers semi-fermées et mers fermées	23
2.4 Passage inoffensif dans la mer territoriale	29
Section I. Règles applicables à tous les navires	29
Sous-section A. Droit de passage inoffensif	29
Sous-section B. Réglementation du passage	41
Section II. Règles applicables à certaines catégories de navires	51
Sous-section A. Navires de commerce	51
Sous-section B. Navires possédant des caractéristiques spéciales	58
Sous-section C. Navires d'Etat autres que les navires de guerre	62
Sous-section D. Navires de guerre	64
Sous-section E. Responsabilité des navires d'Etat	69
Sous-section F. Survol	70
4. DETROITS SERVANT A LA NAVIGATION INTERNATIONALE	72
4.1 Passage inoffensif	72
4.2 Autres questions connexes, y compris la question du droit de transit	73
5. PLATEAU CONTINENTAL	84
5.1 Nature et portée des droits souverains des Etats riverains sur le plateau continental	84
5.2 Limite extérieure du plateau continental : critères applicables	84

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Pages</u>
5.3 Question de la délimitation entre Etats : divers aspects en cause	87
5.4 Ressources naturelles du plateau continental	88
5.5 Régime des eaux surjacentes du plateau continental	90
5.6 Recherche scientifique	91
8. HAUTE MER	93
8.4 Gestion et conservation des ressources biologiques	93
16. ARCHIPELS	103

I. LISTE DES PROPOSITIONS, DECLARATIONS, DOCUMENTS DE TRAVAIL, ETC.
(dans l'ordre où ils ont été présentés)

<u>Abréviation</u>	<u>Titre complet</u>	<u>Cote</u>
1) ETATS-UNIS	Etats-Unis d'Amérique : Projet de convention des Nations Unies sur la zone internationale des fonds marins	A/AC.138/25 du 3 août 1970; A/8021, p. 147 à 199
2) TANZANIE	République-Unie de Tanzanie : Projet de statuts d'une autorité internationale des fonds marins	A/AC.138/33 du 24 mars 1971; A/8421, p. 57 à 70
3) URSS	Union des Républiques socialistes soviétiques : Avant-projet d'articles d'un traité sur l'utilisation pacifique du fond des mers	A/AC.138/43 du 22 juillet 1971; A/8421, p. 73 à 81
4) ETATS-UNIS	Etats-Unis d'Amérique : Projets d'articles sur la largeur de la mer territoriale, sur les détroits et sur les pêcheries	A/AC.138/SC.II/L.4 du 30 juillet 1971; A/8421, p. 234 à 238
5) MALTE	Malte : Projet de traité sur l'espace marin	A/AC.138/53 du 16 août 1971; A/8421, p. 109 à 191
6) AFGHANISTAN, AUTRICHE, BELGIQUE, HONGRIE, NEPAL, PAYS-BAS ET SINGAPOUR	Afghanistan, Autriche, Belgique, Hongrie, Népal, Pays-Bas et Singapour : Document de travail préliminaire	A/AC.138/55 du 19 août 1971; A/8421, p. 193 à 194
7) URSS	Projet d'article relatif à la pêche (dispositions fondamentales et note explicative) présenté par l'Union des Républiques socialistes soviétiques	A/AC.138/SC.II/L.6 du 18 juillet 1972; A/8721, p. 172 à 176
8) YAOUNDE : Conclusions	Conclusions du rapport général du Séminaire régional des Etats africains sur le droit de la mer, tenu à Yaoundé du 20 au 30 juin 1972	A/AC.138/79 du 21 juillet 1972; A/8721, p. 83 à 86
9) URSS	Projet d'article sur les détroits utilisés pour la navigation maritime internationale, présenté par l'Union des Républiques socialistes soviétiques	A/AC.138/SC.II/L.7 du 25 juillet 1972; A/8721, p. 177 à 179

<u>Abréviation</u>	<u>Titre complet</u>	<u>Cote</u>
10) Déclaration de SAINT-DOMINGUE	Déclaration de Saint-Domingue approuvée par la réunion des Ministres de la Conférence spéciale des pays de la région des Caraïbes sur les problèmes de la mer, tenue le 7 juin 1972	A/AC.138/80 du 26 juillet 1972; A/8721, p. 78 à 82
11) CANADA	Document de travail sur la gestion des ressources biologiques de la mer présenté par le Canada	A/AC.138/SC.II/L.8 du 27 juillet 1972; A/8721, p. 180 à 189
12) ETATS-UNIS	Projet d'article révisé sur les pêcheries présenté par les Etats-Unis d'Amérique	A/AC.138/SC.II/L.9 du 4 août 1972; A/8721, p. 190 à 194
13) KENYA	Projet d'articles relatif au concept d'une zone exclusive présenté par le Kenya	A/AC.138/SC.II/L.10 du 7 août 1972; A/8721, p. 195 à 197
14) AUSTRALIE et NOUVELLE-ZELANDE	Document de travail présenté par l'Australie et la Nouvelle-Zélande	A/AC.138/SC.II/L.11 du 11 août 1972; A/8721, p. 198 à 202
15) JAPON	Propositions relatives à un régime de la pêche en haute mer présentées par le Japon	A/AC.138/SC.II/L.12 du 14 août 1972; A/8721, p. 203 à 210
16) Déclaration de MOSCOU	Déclaration concernant les principes d'une exploitation rationnelle des ressources biologiques des mers et des océans dans l'intérêt commun de tous les peuples du globe terrestre, adoptée à la réunion des Ministres qui s'est tenue les 6 et 7 juillet 1972, à Moscou	A/AC.138/85 du 17 août 1972; A/8721, p. 89 à 91
17) URSS	Union des Républiques socialistes soviétiques : Projet d'article sur la largeur de la mer territoriale. Additif	A/AC.138/SC.II/L.7/ Add.1 du 13 mars 1973
18) FIDJI, INDONESIE, MAURICE et PHILIPPINES	Principes proposés par les délégations de Fidji, de l'Indonésie, de Maurice et des Philippines au sujet des archipels	A/AC.138/SC.II/L.15 du 14 mars 1973
19) PAYS-BAS	Pays-Bas : Document de travail relatif à la notion de zone intermédiaire	A/AC.138/86 du 16 mars 1973 (remplacé par le document A/AC.138/SC.II/L.59 du 17 août 1973)

<u>Abréviation</u>	<u>Titre complet</u>	<u>Cote</u>
20) TURQUIE : Remplacé par 32)	Turquie : Projet d'article relatif à la rubrique 2.3.2 (largeur de la mer territoriale : critères globaux ou régionaux; mers ouvertes et océans, mers semi-fermées et mers fermées)	A/AC.138/SC.II/L.16 du 22 mars 1973 et Corr.1 (français seulement)
21) GRECE <u>1/</u>	Grèce : amendement au projet d'article figurant dans le document A/AC.138/SC.II/L.16 <u>(20)</u> , remplacé ensuite par 32) <u>1/</u>	A/AC.138/SC.II/L.17 du 27 mars 1973
22) CHYPRE, ESPAGNE, GRECE, INDONESIE, MALAISIE, MAROC, PHILIPPINES ET YEMEN	Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie, Malaisie, Maroc, Philippines et Yémen : Projet d'articles sur la navigation dans la mer territoriale, y compris les détroits servant à la navigation internationale	A/AC.138/SC.II/L.18 du 27 mars 1973
23) CHYPRE	Chypre : Projet d'article relatif à la rubrique 2.3.2 (largeur de la mer territoriale)	A/AC.138/SC.II/L.19 du 28 mars 1973
24) ETATS-UNIS <u>2/</u>	Espèces anadromes et grands migrants - Considérations spéciales sur leur gestion (Document de travail présenté par les Etats-Unis d'Amérique)	A/AC.138/SC.II/L.20 du 2 avril 1973
25) COLOMBIE, MEXIQUE, VENEZUELA	Colombie, Mexique et Venezuela : Projet d'articles de traité	A/AC.138/SC.II/L.21 du 2 avril 1973
26) TURQUIE : Remplacé par 33)	Turquie : Projet d'article relatif aux questions suivantes : 2.3.1 Question de la délimitation de la mer territoriale; divers aspects en cause 5.3 Question de la délimitation entre Etats; divers aspects en cause 6.7.2 Délimitation entre Etats limitrophes et qui se font face	A/AC.138/SC.II/L.22 du 4 avril 1973

1/ A la 64ème séance (16 juillet 1973) du Sous-Comité II, le représentant de la Grèce a déclaré que cet amendement s'appliquait aussi au document 32).

2/ Texte non repris dans la classification.

<u>Abréviation</u>	<u>Titre complet</u>	<u>Cote</u>
27) ISLANDE	Juridiction des Etats côtiers sur les ressources naturelles de la zone adjacente à leur mer territoriale. Document de travail présenté par l'Islande	A/AC.138/SC.II/L.23 du 5 avril 1973
28) Déclaration de l'OUA	Déclaration de l'OUA sur les questions relatives au droit de la mer - CM/Res.289(XIX)	A/AC.138/89 du 2 juillet 1973 et Rev.1 (français seulement)
29) URUGUAY	Uruguay : Projet d'articles sur la mer territoriale	A/AC.138/SC.II/L.24 du 3 juillet 1973 et Corr.1 (espagnol seulement) et Corr.2 (français seulement)
30) BELGIQUE	Iles artificielles et installations : Document de travail présenté par la Belgique	A/AC.138/91 du 11 juillet 1973
31) BOLIVIE	Bolivie : Projet d'articles intéressant les pays sans littoral	A/AC.138/92 du 12 juillet 1973
32) TURQUIE	Turquie : Projet d'article relatif à la rubrique 2.3.2 (Largeur de la mer territoriale : critères globaux ou régionaux; mers ouvertes et océans, mers semi-fermées et mers fermées)	A/AC.138/SC.II/L.16/ Rev.1 du 12 juillet 1973
33) TURQUIE	Turquie : Projet d'article relatif aux rubriques : 2.3.1 Question de la délimitation de la mer territoriale; divers aspects en cause; 5.3 Question de la délimitation entre Etats; divers aspects en cause; 6.7.2 Délimitation entre Etats limitrophes et qui se font face	A/AC.138/SC.II/L.22/ Rev.1 du 13 juillet 1973
34) BRESIL	Brésil : Projet d'articles contenant des dispositions fondamentales sur la question de la largeur maximum de la mer territoriale et d'autres modalités ou combinaisons de régimes juridiques de la souveraineté, la juridiction ou les compétences spécialisées de l'Etat riverain	A/AC.138/SC.II/L.25 du 13 juillet 1973

<u>Abréviation</u>	<u>Titre complet</u>	<u>Cote</u>
35) URSS	Union des Républiques socialistes soviétiques : Avant-projet de dispositions d'articles fondamentales relatives à la question de la limite extérieure du plateau continental	A/AC.138/SC.II/L.26 du 13 juillet 1973 et Corr.1
36) EQUATEUR, PANAMA et PEROU	Projet d'articles pour une convention sur le droit de la mer. Document de travail présenté par les délégations de l'Equateur, du Panama et du Pérou	A/AC.138/SC.II/L.27 du 13 juillet 1973 et Corr.1 et Corr.2 (anglais seulement)
37) MALTE	Malte : Avant-projet d'articles relatif à la délimitation de la juridiction de l'Etat riverain sur l'espace marin et aux droits et obligations des Etats riverains dans la zone soumise à leur juridiction	A/AC.138/SC.II/L.28 du 13 juillet 1973
38) GRECE	Grèce : Projet d'article relatif aux régimes des îles (point 19)	A/AC.138/SC.II/L.29 du 16 juillet 1973 et Corr.1 (anglais, français, chinois seulement) et Corr.2 (français seulement)
39) ITALIE	Projet italien d'article sur les détroits	A/AC.138/SC.II/L.30 du 16 juillet 1973
40) TUNISIE et TURQUIE	Tunisie et Turquie : Amendement au projet d'article contenu dans le document A/AC.138/SC.II/L.19	A/AC.138/SC.II/L.31 du 16 juillet 1973
41) TUNISIE et TURQUIE	Tunisie et Turquie : Sous-amendement à l'amendement (A/AC.138/SC.II/L.17) au projet d'article distribué sous la cote A/AC.138/SC.II/L.16	A/AC.138/SC.II/L.32 du 16 juillet 1973
42) TUNISIE et TURQUIE	Tunisie et Turquie : Amendement au projet d'articles distribué sous la cote A/AC.138/SC.II/L.21	A/AC.138/SC.II/L.33 du 16 juillet 1973
43) CHINE	Document de travail sur les espaces marins en-deçà des limites de la juridiction nationale présenté par la délégation de la République populaire de Chine	A/AC.138/SC.II/L.34 du 16 juillet 1973

<u>Abréviation</u>	<u>Titre complet</u>	<u>Cote</u>
44) ETATS-UNIS	Etats-Unis d'Amérique : Projet d'articles pour un chapitre traitant des droits et devoirs des Etats dans la zone côtière d'intérêt économique du fond des mers	A/AC.138/SC.II/L.35 du 16 juillet 1973 et Corr.1
45) AUSTRALIE et NORVEGE	Document de travail soumis par les délégations de l'Australie et de la Norvège contenant certains principes fondamentaux relatifs à la zone économique et à sa délimitation	A/AC.138/SC.II/L.36 du 16 juillet 1973
46) ARGENTINE	Argentine : Projet d'articles	A/AC.138/SC.II/L.37 du 16 juillet 1973 et Corr.1 (anglais seulement) et Corr.2 (français seulement)
47) CANADA, INDE, KENYA, MADAGASCAR, SENEGAL et SRI LANKA	Projet d'articles sur la pêche (proposé par le Canada, l'Inde, le Kenya, Madagascar, le Sénégal et Sri Lanka)	A/AC.138/SC.II/L.38 du 16 juillet 1973 et Corr.1 (anglais et russe)
48) AFGHANISTAN, AUTRICHE, BELGIQUE, BOLIVIE, NEPAL et SINGAPOUR	Projet d'articles sur la juridiction des Etats côtiers sur les ressources situées au-delà de la mer territoriale	A/AC.138/SC.II/L.39 du 16 juillet 1973
49) QUATORZE PUISSANCES	Projet d'articles sur la zone économique exclusive proposé par l'Algérie, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Kenya, le Libéria, Madagascar, Maurice, la République-Unie de Tanzanie, le Sénégal, la Sierra Leone, la Somalie, le Soudan et la Tunisie	A/AC.138/SC.II/L.40 du 16 juillet 1973 et Corr.1, Corr.2 (anglais seulement) et Corr.3
50) OUGANDA et ZAMBIE	Proposition de l'Ouganda et de la Zambie. Projet d'articles concernant la zone économique envisagée	A/AC.138/SC.II/L.41 du 16 juillet 1973
51) FIDJI	Projet d'articles relatif au passage dans la mer territoriale	A/AC.138/SC.II/L.42 du 19 juillet 1973

II. TEXTES REGROUPES

2. MER TERRITORIALE

2.1 Nature et caractéristiques, y compris la question de l'unité ou de la pluralité des régimes dans la mer territoriale

Article premier (1)

- | | | | |
|-----|--|----|---|
| 10) | Déclaration de Saint Domingue; (50) Ouganda, Zambie | 1. | [La souveraineté de l'Etat] |
| 25) | Colombie, Mexique, Venezuela; (29) Uruguay; | | [La souveraineté de l'Etat riverain] |
| 46) | Argentine; implicitement (43) Chine | | |
| 37) | Malte | | [La juridiction d'un Etat] |
| | | 2. | [s'étend] |
| 10) | Déclaration de Saint Domingue; (50) Ouganda, Zambie | 3. | [au-delà de son territoire et de ses eaux intérieures] |
| 10) | Déclaration de Saint Domingue | 4. | [à une zone de mer adjacente à ses côtes] |
| 25) | Colombie, Mexique, Venezuela | | [sur une zone de mer immédiatement contiguë à son territoire et à ses eaux intérieures] |
| 29) | Uruguay | | [sur une zone de mer adjacente à ses côtes et sur ses eaux intérieures] |
| 37) | Malte | | [à une zone d'espace marin adjacente à ses côtes] |
| 46) | Argentine; (50) Ougand , Zambie | | [à une zone de mer adjacente à ses côtes] |
| 43) | Chine | | à [la zone de mer adjacente aux côtes ou aux eaux intérieures de l'Etat riverain] |
| 10) | Déclaration de Saint Domingue; (25) Colombie, Mexique, Venezuela | 5. | [désignée sous le nom de mer territoriale] |
| 29) | Uruguay; implicitement (43) Chine; (46) Argentine; | | [désignée sous le nom de mer territoriale] |
| 37) | Malte | | [désignée sous le nom d'espace marin national] |

6. [et à]

[ainsi qu']

7. [à l'espace aérien, au lit et au sous-sol de cette mer]

[au fond de cette zone, à son sous-sol et à l'espace aérien surjacent]

[à l'espace aérien au-dessus de la mer territoriale ainsi qu'au lit et au sous-sol de cette mer]

Article premier (2)

25) Colombie, Mexique, Venezuela;

50) Ouganda, Zambie

37) Malte

25) Colombie, Mexique, Venezuela; (37) Malte;

50) Ouganda, Zambie

37) (25) Colombie, Mexique, Venezuela; Malte:(50)
Ouganda, Zambie;

25) Colombie, Mexique, Venezuela; (37) Malte;

50) Ouganda, Zambie

Article 2

43) Chine

[Les détroits situés en deçà des limites de la mer territoriale, qu'ils servent fréquemment ou non à la navigation internationale, font partie intégrante de la mer territoriale de l'Etat riverain.]

(Note : Voir aussi sous le point 4 les textes relatifs aux détroits servant à la navigation internationale)

8) Yaoundé : Conclusions

2.2 Eaux historiques

- [1. Les "droits historiques" acquis par des Etats limitrophes sur une partie de la mer qui peut relever de la juridiction exclusive d'un autre Etat doivent être reconnus et sauvegardés.]
- [2. L'impossibilité pour un Etat de faire la preuve d'une revendication ininterrompue sur une baie historique ne doit pas constituer un obstacle à la reconnaissance des droits de cet Etat sur ladite baie.]

2.3.1 Question de la délimitation de la mer territoriale : divers aspects en cause

Note : Mer territoriale d'Etats dont les côtes se font face ou sont adjacentes : voir l'article 3 sous le point 2.3.2 (largeur de la mer territoriale).

Les articles 3 à 18 de la proposition de Malte - 37) - traitent des lignes de base servant à mesurer "la largeur de l'espace marin national" et des "limites de l'espace marin national"; bien que leurs dispositions ne portent pas directement sur la délimitation de la mer territoriale, on a considéré qu'elles touchaient aux questions soulevées dans le cadre de la rubrique 2.3.2. C'est pourquoi ces articles figurent ici en variante B au texte de l'Uruguay (A). Lorsque les dispositions sont comparables, une note renvoie au texte correspondant dans cette variante.

Article premier

29) Uruguay

/La ligne de démarcation entre les mers territoriales de deux Etats dont les côtes se font face ou sont limitrophes est tracée sur les cartes à grande échelle reconnues officiellement par les Etats riverains./

(A)

Article 2

29) Uruguay (identique à l'article 3 de la Convention de Genève de 1958 sur la mer territoriale et la zone contiguë)

/Sauf disposition contraire des présents articles, la ligne de base normale servant à mesurer la largeur de la mer territoriale est la laisse de basse mer longeant la côte, telle qu'elle est indiquée sur les cartes marines à grande échelle reconnues officiellement par l'Etat riverain./ /Voir article 3 de la proposition de Malte - 37)/

Article 3 (1)

29) Uruguay (identique au paragraphe 1 de l'article 4 de la même convention)

/Dans les régions où la ligne côtière présente de profondes échancrures et indentations, ou s'il existe un chapelet d'îles le long de la côte, à proximité immédiate de celle-ci, la méthode des lignes de base droites reliant des points appropriés peut être adoptée pour le tracé de la ligne de base à partir de laquelle est mesurée la largeur de la mer territoriale./ /Voir article 4 (1) de la proposition de Malte - 37)/

Article 3 (2)

29) Uruguay (identique au paragraphe 2 de l'article 4 de la même Convention)

/Le tracé de ces lignes de base ne doit pas s'écarter de façon appréciable de la direction générale de la côte et les étendues de mer situées en deçà de ces lignes doivent être suffisamment liées au domaine terrestre pour être soumises au régime des eaux intérieures./ /Voir article 4 (2) de la proposition de Malte - 37)/

Article 3 (3)

29) Uruguay (identique au paragraphe 3 de l'article 4 de la même Convention)

/Les lignes de base ne sont pas tirées vers ou à partir des éminences découvertes à marée basse, à moins que des phares ou des installations similaires se trouvant en permanence au-dessus du niveau de la mer n'aient été construits sur ces éminences./ /Voir article 4 (3) et (4) de la proposition de Malte - 37)/

Article 3 (4)

29) Uruguay (identique au paragraphe 4 de l'article 4 de la même Convention)

/Dans les cas où la méthode des lignes de base droites s'applique conformément aux dispositions du paragraphe 1, il peut être tenu compte, pour la détermination de certaines lignes de base, des intérêts économiques propres à la région considérée et dont la réalité et l'importance sont clairement attestées par un long usage./

Article 3 (5)

29) Uruguay (identique au paragraphe 5 de l'article 4 de la même Convention)

/Le système des lignes de base droites ne peut être appliqué par un Etat de manière à couper de la haute mer la mer territoriale d'un autre Etat./ /Voir article 4 (5) de la proposition de Malte - 37)/

Article 3 (6)

29) Uruguay (identique au paragraphe 6 de l'article 4 de la même Convention)

/L'Etat riverain doit indiquer clairement les lignes de base droites sur des cartes marines, en assurant à celles-ci une publicité suffisante./ /Voir article 4 (6) et (7) de la proposition de Malte - 37)/

Article 4

29) Uruguay (identique à l'article 6 de la même Convention)

/La limite extérieure de la mer territoriale est constituée par une ligne dont chaque point est à une distance égale à la largeur de la mer territoriale du point le plus proche de la ligne de base./ /Voir article 16 de la proposition de Malte - 37)/

Article 5 (1)

29) Uruguay (identique au
paragraphe 1 de l'article 10
de la même Convention)

/Une île est une étendue naturelle de terre entourée d'eau qui reste
découverte à marée haute./

Article 5 (2)

29) Uruguay (identique au
paragraphe 2 de l'article 10
de la même Convention)

/La mer territoriale d'une île est mesurée conformément aux dispositions
des présents articles./

Article 6 (1)

29) Uruguay (identique au
paragraphe 1 de l'article 7
de la même Convention)

/Le présent article ne concerne que les baies dont un seul Etat est
riverain./

Article 6 (2)

29) Uruguay (identique au
paragraphe 2 de l'article 7
de la même Convention)

/Aux fins des présents articles, une baie est une échancrure bien marquée
dont la pénétration dans les terres par rapport à sa largeur à l'ouverture est
telle qu'elle contient des eaux cernées par la côte et constitue plus qu'une
simple inflexion de la côte. Toutefois, une échancrure n'est considérée comme
une baie que si sa superficie est égale ou supérieure à celle d'un demi-cercle
ayant pour diamètre la ligne tirée en travers de l'entrée de l'échancrure./

Article 6 (3)

29) Uruguay (identique au
paragraphe 3 de l'article 7
de la même Convention)

/Aux fins de l'établissement des mesures, la superficie d'une échancrure
est celle qui est comprise entre la laisse de basse mer autour du rivage de
l'échancrure et une ligne tracée entre les laisses de basse mer de ses points
d'entrée naturels. Lorsque, en raison de la présence d'îles, une échancrure a
plus d'une entrée, le demi-cercle est tracé en prenant comme diamètre la somme
des lignes fermant les différentes entrées. La superficie des îles situées à
l'intérieur d'une échancrure est comprise dans la superficie totale de celle-ci./

Article 6 (4)

29) Uruguay (identique au paragraphe 4 de l'article 7 de la même Convention)

/Si la distance entre les laisses de basse mer des points d'entrée naturels d'une baie n'excède pas 24 milles, une ligne de démarcation peut être tracée entre ces deux laisses de basse mer, et les eaux ainsi enfermées sont considérées comme eaux intérieures./ /Voir article 6 (1) de la proposition de Malte - 37)/

Article 6 (5)

29) Uruguay (identique au paragraphe 5 de l'article 7 de la même Convention)

/Lorsque la distance entre les laisses de basse mer des points d'entrée naturels d'une baie excède 24 milles, une ligne de base droite de 24 milles est tracée à l'intérieur de la baie, de manière à enfermer la superficie d'eau la plus grande qu'il soit possible de délimiter par une ligne de cette longueur./ /Voir article 6 (2) de la proposition de Malte - 37)/

Article 6 (6)

29) Uruguay (identique au paragraphe 6 de l'article 7 de la même Convention)

/Les dispositions précédentes ne s'appliquent pas aux baies dites "historiques", ni dans les cas où le système des lignes de base droites prévu par l'article 4 est appliqué./ /Voir article 6 (3) et (4) de la proposition de Malte-37)/

Article 7

29) Uruguay (identique à l'article 8 de la même Convention)

/Aux fins de délimitation de la mer territoriale, les installations permanentes faisant partie intégrante du système portuaire qui s'avancent le plus vers le large sont considérées comme faisant partie de la côte./ /Voir article 7 de la proposition de Malte - 37)/

Article 8

29) Uruguay (identique à l'article 9 de la même Convention)

/Les rades qui servent normalement au chargement, au déchargement et au mouillage des navires, et qui sans cela seraient situées, totalement ou en partie, en dehors du tracé général de la limite extérieure de la mer territoriale seront comprises dans la mer territoriale. L'Etat riverain doit délimiter nettement ces rades et les indiquer sur les cartes marines avec leurs limites, qui doivent faire l'objet d'une publicité suffisante./

Article 9 (1)

29) Uruguay (identique au paragraphe 1 de l'article 11 de la même Convention)

/Par hauts-fonds découvrants, il faut entendre les élévations naturelles de terrain qui sont entourées par la mer et découvertes à marée basse mais recouvertes à marée haute. Dans les cas où des hauts-fonds découvrants se trouvent, totalement ou partiellement, à une distance du continent ou d'une île ne dépassant pas la largeur de la mer territoriale, la laisse de basse mer sur ces fonds peut être prise comme ligne de base pour mesurer la largeur de la mer territoriale./

Article 9 (2)

29) Uruguay (identique au paragraphe 2 de l'article 11 de la même Convention)

/Dans les cas où les hauts-fonds découvrants se trouvent totalement à une distance du continent ou d'une île supérieure à la largeur de la mer territoriale, ils n'ont pas de mer territoriale propre./

Article 10

29) Uruguay (identique à l'article 13 de la même Convention)

/Si un fleuve se jette dans la mer sans former d'estuaire, la ligne de base est une ligne droite tracée à travers l'embouchure du fleuve entre les points limites de la marée basse sur les rives./ /Voir article 8 de la proposition de Malte - 37)/

Article 11 (1)

29) Uruguay (identique au paragraphe 1 de l'article 5 de la même Convention)

/Les eaux situées du côté de la ligne de base de la mer territoriale qui fait face à la terre font partie des eaux intérieures de l'Etat./ /Voir article 5 (1) de la proposition de Malte - 37)/

Article 11 (2)

29) Uruguay (identique au paragraphe 2 de l'article 5 de la même Convention)

/Lorsque l'établissement d'une ligne de base droite conforme à l'article 3 a pour effet d'englober comme eaux intérieures des zones qui étaient précédemment considérées comme faisant partie de la mer territoriale ou de la haute mer, le droit de passage inoffensif prévu aux articles 1/ s'applique à ces eaux./ /Voir article 11 (2) de la proposition de Malte - 37)/

1/ Articles 14 à 23 de la Convention de Genève de 1958 sur la mer territoriale et la zone contiguë.

Article premier

37) Malte

1. La ligne de base normale servant à mesurer la largeur de l'espace marin national est la laisse de basse mer longeant la côte, telle qu'elle est indiquée sur les cartes marines à grande échelle reconnues officiellement par l'Etat riverain et déposées auprès des institutions internationales de l'espace marine 1/.

2. Les institutions internationales de l'espace marin doivent donner une large publicité aux cartes marines déposées auprès d'elles./

Article 2

37) Malte

1. Dans les régions où la ligne côtière présente de profondes échancrures ou s'il existe des îles ou îlots à proximité immédiate de la côte, la méthode des lignes de base droites reliant des points appropriés du domaine terrestre séparés par une distance maximum de 24 milles marins peut être adoptée pour le tracé des lignes de base à partir desquelles est mesurée la largeur de 'espace marin national 2/.

2. Le tracé de ces lignes de base ne doit pas s'écarter de façon appréciable de la direction générale de la côte et les étendues situées en deçà de ces lignes doivent être suffisamment liées au domaine terrestre pour être soumises au régime des eaux intérieures 3/.

1/ Article 3 de la Convention de 1958 sur la mer territoriale légèrement modifié.

2/ Ce libellé donne plus de précision à l'article 4, par. 1, de la Convention de 1958 sur la mer territoriale.

3/ Article 4, par. 2, de la Convention de 1958 sur la mer territoriale.

3. /Les lignes de base ne sont pas tirées vers ou à partir des éminences découvertes à marée basse, à moins que des phares ou des installations similaires se trouvant en permanence au-dessus du niveau de la mer n'aient été construits sur ces éminences 4/./
4. /Les lignes de base ne sont pas tirées à partir d'îles artificielles ou d'installations fixes ou flottantes au large du rivage, de quelque nature qu'elles soient, reliées ou non au fond de la mer./
5. /Le système des lignes de base droites ne peut être appliqué par un Etat de manière à couper de l'espace marin international l'espace marin national d'un autre Etats 5/./
6. /L'Etat riverain doit indiquer clairement les lignes de base droites sur des cartes marines à grande échelle qui doivent être déposées auprès des institutions internationales de l'espace marin 6/./
7. /Les institutions internationales de l'espace marin doivent donner la publicité qui convient aux cartes marines ainsi déposées. Les organes compétents des institutions peuvent contester dans un délai de deux ans à compter de la date de dépôt des cartes marines le tracé des lignes de base adopté par l'Etat riverain qui n'apparaîtrait pas conforme aux dispositions des présents articles : en cas de désaccord persistant entre les institutions internationales de l'espace marin et l'Etat riverain, la question est soumise à la Cour maritime internationale, dont la décision lie les parties./

Article 3

- 37) Malte
 1. /Les eaux situées du côté de la ligne de l'espace marin national qui fait face à la terre font partie des eaux intérieures d'un Etat 7/./
-
- 4/ Ibid., art. 4, par. 3.
 - 5/ Ibid., art. 4, par. 5.
 - 6/ Ibid., art. 4, par. 6.
 - 7/ Ibid., art. 5, par. 1.

2. Lorsque l'établissement d'une ligne de base droite conforme à l'article 4 ou conforme à la Convention de Genève de 1958 sur la mer territoriale et la zone contiguë a, ou a eu, pour effet d'englober comme eaux intérieures des eaux qui étaient précédemment considérées comme faisant partie de la mer territoriale ou de la haute mer, le droit de passage défini dans la présente Convention s'applique à ces eaux 8/.

Article 4

37) Malte

1. Si la distance entre les laisses de basse mer des points d'entrée naturels d'une baie n'excède pas 24 milles, une ligne de démarcation peut être tracée entre ces deux laisses de basse mer, et les eaux ainsi enfermées sont considérées comme eaux intérieures 9/.
 2. Lorsque la distance entre les laisses de basse mer des points d'entrée naturels d'une baie excède 24 milles marins, une ligne de base droite de 24 milles marins peut être tracée à l'intérieur de la baie, de manière à enfermer la superficie d'eau la plus grande qu'il soit possible de délimiter par une ligne de cette longueur 10/.
 3. Les dispositions précédentes ne s'appliquent pas aux baies dites historiques, ni dans les cas où le système des lignes de base droites prévu par l'article 4 est appliqué 11/.
 4. Dans un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur de la présente Convention, les Parties contractantes devront déposer auprès des institutions internationales de l'espace marin une liste des baies historiques soumises à leur juridiction. Dans un délai de deux ans à compter du dépôt des listes, les organes compétents des institutions pourront contester le contenu des listes déposées auprès d'elles. En cas de désaccord persistant entre les institutions et les Etats intéressés, la question sera soumise à la Cour maritime internationale, dont la décision liera les parties 12/.
-
- 8/ Ibid., voir art. 5, par. 2, dont les dispositions sont analogues.
- 9/ Ibid., art. 7, par. 4.
- 10/ Ibid., art. 7, par. 5.
- 11/ Ibid., art. 7, par. 6.
- 12/ Disposition nécessaire pour éviter les conflits et donner un caractère de certitude à la reconnaissance internationale des droits revendiqués par les Etats sur les baies historiques.

Article 5

37) Malte

1. /Aux fins de délimitation de l'espace marin national, les installations permanentes faisant partie intégrante d'un système portuaire côtier qui s'avancent le plus vers le large et qui sont découvertes à marée haute sont considérées comme faisant partie de la côte 13/./

2. /Les installations portuaires flottantes qui se déplacent ou peuvent être déplacées ne sont pas considérées comme faisant partie intégrante d'un système portuaire côtier./

Article 6

37) Malte

/Si un fleuve se jette dans la mer sans former d'estuaire, la ligne de base est une ligne droite tracée à travers l'embouchure du fleuve entre les points limites de la marée basse sur les rives 14/./

21

Article 7

37) Malte

/Un Etat ne peut revendiquer de juridiction sur l'espace marin en raison de la souveraineté ou du contrôle qu'il exerce sur : a) des récifs ou des hauts-fonds découvrants, que des phares ou autres installations y aient été ou non construits b) des îlots; c) des îles artificielles, de quelque dimension qu'elles soient; d) des installations fixes ou flottantes, de quelque nature qu'elles soient, reliées ou non au fond de la mer; e) des installations ou ouvrages sous-marins, de quelque nature qu'ils soient./

13/ Voir l'article 8 de la Convention de 1958 sur la mer territoriale.

14/ Ibid., voir l'article 13.

Article 8

1. Lorsque des récifs, des hauts-fonds découvrants ou des îlots sont situés à l'extérieur de l'espace marin national tel qu'il est défini à l'article 11, il peut être établi autour desdits récifs, hauts-fonds découvrants ou îlots des zones de sécurité d'une largeur n'excédant pas 12 milles marins.
2. Lorsque des récifs, des hauts-fonds découvrants ou des îlots sont situés à l'intérieur de l'espace marin national d'un Etat autre que l'Etat qui exerce sur eux sa souveraineté ou son contrôle, la largeur des zones de sécurité et la réglementation applicable dans ces zones sont déterminées par voie d'accord entre les Etats intéressés. En cas de désaccord entre ces Etats, la question est soumise à l'arbitrage ou à la Cour maritime internationale, dont la décision lie les parties.
3. Lorsque les récifs, hauts-fonds découvrants ou îlots ne sont situés dans l'espace marin national d'aucun Etat, la largeur des zones de sécurité et la réglementation applicable dans ces zones sont déterminées par voie d'accord entre l'Etat qui exerce la souveraineté ou le contrôle et les institutions internationales de l'espace marin. En cas de désaccord entre les institutions et l'Etat qui exerce la souveraineté ou le contrôle, la question est soumise à l'arbitrage ou à la Cour internationale maritime, dont la décision lie les parties.
4. Les institutions internationales de l'espace marin doivent tenir particulièrement compte des intérêts de l'Etat qui exerce sa souveraineté ou son contrôle sur les récifs, îlots ou hauts-fonds découvrants dans toutes les matières relatives aux utilisations de l'espace marin, y compris l'exploitation des ressources naturelles, à l'intérieur des zones de sécurité mentionnées au paragraphe qui précède.
5. L'Etat qui exerce sa souveraineté ou son contrôle sur des récifs, des hauts-fonds découvrants ou des îlots est tenu d'y édifier et d'y entretenir des phares ou d'autres installations destinées à réduire les dangers de la navigation.

2.3.2 Largeur de la mer territoriale. Critères globaux et régionaux.
Mers ouvertes et océans, mers semi-fermées et mers fermées

Article 1

- | | | |
|---|----|---|
| 4) Etats-Unis d'Amérique; 10) Déclaration de Saint Domingue; 34) Brésil | 1. | <u>Tout Etat a le droit de fixer la largeur de sa mer territoriale/</u> |
| 17) URSS | | <u>Chaque Etat a le droit de fixer la largeur de sa mer territoriale/</u> |
| 32) Turquie | | <u>Chaque Etat a le droit de déterminer la largeur de sa mer territoriale/</u> |
| 29) Uruguay | | <u>Tout Etat a le droit de déterminer la largeur de sa mer territoriale/</u> |
| 36) Equateur, Panama, Pérou | | <u>La souveraineté de l'Etat riverain et, partant, l'exercice de sa juridiction, s'étendent à la mer adjacente à ses côtes/</u> |
| 43) Chine | | <u>L'Etat riverain a le droit de déterminer de façon rationnelle la largeur et les étendues de la mer territoriale/</u> |
| 46) Argentine | | <u>Il appartient à chaque Etat de fixer la largeur de sa mer territoriale/</u> |
| 4) Etats-Unis d'Amérique; 17) URSS; 32) Turquie | 2. | <u>/, sous réserve des dispositions .../ 1/</u> |

1/ La proposition des Etats-Unis d'Amérique 4) renvoie aux dispositions de l'article II de sa proposition relative à la liberté de navigation dans les détroits. La proposition de l'URSS 17) renvoie aux articles de sa proposition sur les détroits utilisés pour la navigation internationale 9). La proposition de l'Uruguay 29) renvoie aux dispositions "contenues dans les paragraphes suivants" de sa proposition relative aux régions présentant des caractéristiques spéciales. La proposition de la Turquie 32) renvoie aux dispositions du paragraphe 2 de sa proposition concernant les zones qui présentent des caractéristiques spéciales.

- 29) Uruguay
- 4) Etats-Unis d'Amérique; 6) Afghanistan, Autriche, Belgique, Hongrie, Népal, Pays-Bas, Singapour; 8) Yaoundé : Conclusions; 17) URSS; 25) Colombie, Mexique, Venezuela; 46) Argentine
- 29) Uruguay; 34) Brésil
- 34) Brésil; 36) Equateur, Panama et Pérou
- 32) Turquie
- 43) Chine
- 50) Ouganda, Zambie
- 4) Etats-Unis d'Amérique; 17) URSS
3. sans préjudice des dispositions .../ 1/
- dans des limites n'excédant pas 12 milles marins/
- dans des limites ne dépassant pas la distance de 200 milles marins/
- jusqu'à une limite qui n'est pas distante de plus de 200 milles marins, compte tenu des facteurs géographiques, sociaux, économiques écologiques, ou ayant trait à la sécurité nationale (et de considérations relatives à la protection du milieu marin)/
- dans des limites n'excédant pas (...) milles/
- en fonction de ses particularités géographiques ainsi que de ses besoins dans les domaines du développement économique et de la sécurité nationale, tout en tenant compte des intérêts légitimes des pays voisins et des facilités pour la navigation internationale, /
- qui a pour limite extérieure uniforme la ligne dont chaque point est distant de ... milles marins du point le plus proche de la ligne de base/
4. mesurés conformément aux dispositions de la Convention de Genève de 1958 sur la mer territoriale et la zone contiguë/

6) Afghanistan, Autriche, Belgique, Hongrie, Népal,
Pays-Bas, Singapour; 25) Colombie, Mexique,
Venezuela; 29) Uruguay; 36) Equateur, Panama
et Pérou

/mesurés à partir des lignes de base applicables/

34) Brésil

/calculés à partir des lignes de base déterminées conformément à l'article ... de la présente Convention/

29) Uruguay; 32) Turquie

1. /Dans les zones (régions) présentant des caractéristiques spéciales/

29) Uruguay

2. /, telles que les mers semi-fermées ou fermées, qui ne permettent pas aux Etats riverains intéressés de porter au maximum les limites de leurs mers territoriales./

32) Turquie

/, telles que les mers semi-fermées et les mers fermées, où l'exercice de ce droit par un Etat aux fins d'étendre la largeur de sa mer territoriale peut porter préjudice aux droits et aux intérêts d'autres Etats de la zone./

29) Uruguay

3. /la détermination de la largeur de ces mers se fera par voie d'accord entre les Etats riverains de la même région./

32) Turquie

/la détermination de la largeur de la mer territoriale doit être, dans les limites spécifiées au paragraphe 1 ci-dessus, effectuée par voie d'accord entre les Etats de ladite zone/

Article 2 (2)

21) Grèce

/En l'absence d'un tel accord, aucun Etat n'a le droit d'étendre la largeur de sa mer territoriale au-delà de la ligne médiane dont tous les points sont équidistants des points les plus proches des lignes de base, continentales ou insulaires, à partir desquelles la largeur de la mer territoriale de chacun des deux Etats est mesurée./

Article 3 (1)

23) Chypre; 29) Uruguay; 33) Turquie; 43) Chine;
50) Ouganda et Zambie

1. /Lorsque les côtes de deux Etats se font face ou sont adjacentes/

50) Ouganda et Zambie

2. /et que la distance entre elles est inférieure au double de la largeur uniforme fixée par (la présente Convention)/

23) Chypre; 29) Uruguay

3. /, à moins qu'il n'en soient convenus autrement,/

23) Chypre; 29) Uruguay; 50) Ouganda et Zambie

4. A /ces Etats n'ont ni l'un ni l'autre le droit d'étendre la largeur de leur mer territoriale au-delà de la ligne médiane dont tous les points sont équidistants

50) Ouganda et Zambie

/des lignes de base/

40) Tunisie et Turquie; 23) Chypre; 29) Uruguay

/des lignes de base continentales/

des points les /des lignes de base, continentales plus proches ou insulaires,/

/des lignes de base ..., que ces lignes passent par le continent ou par des îles/

à partir desquelles est mesurée la largeur
de la mer territoriale de chacun des deux Etats/

OU B /la délimitation des frontières maritimes
respectives est déterminée/

/ils doivent établir la ligne de démarcation entre
leurs mers territoriales/

5. /par voie d'accord entre lesdits Etats,
conformément à des principes équitables, compte
tenu de toutes les circonstances pertinentes/

/selon les principes du respect mutuel de la
souveraineté et de l'intégrité territoriale, de
l'égalité et de la réciprocité/

Article 3 (2)

/Toutefois, les dispositions du présent paragraphe 1
ne s'appliqueront pas lorsqu'un titre historique
ou d'autres circonstances spéciales justifieront
une délimitation des mers territoriales des deux
Etats qui déroge auxdites dispositions/

Article 3 (3)

/Durant les négociations menées en vue d'arriver
à un accord, les Etats tiennent compte, entre
autres, de circonstances spéciales telles que la
configuration générale des côtes respectives,
l'existence d'îles ou d'îlots d'un autre Etat et
la structure physique et géologique de la zone
marine en cause, y compris le fond et le sous-sol
de cette zone./

33) Turquie

43) Chine

33) Turquie

43) Chine

50) Ouganda et Zambie

33) Turquie

Article 3 (4)

33) Turquie

[Les Etats ont recours aux méthodes envisagées à l'article 33 de la Charte des Nations Unies ou à d'autres moyens et méthodes pacifiques qui leur sont ouverts, en vue de résoudre les différends qui peuvent surgir en cours de négociation.]

Article 3 (5)

33) Turquie

[En l'absence de circonstances spéciales, il convient de tenir dûment compte des principes de la ligne médiane ou de l'équidistance lors de la délimitation des frontières respectives.]

Article 4 (1)

43) Chine

[Les Etats riverains d'une même zone peuvent définir, au moyen de consultations menées sur un pied d'égalité, la largeur ou les limites unifiées de la mer territoriale dans cette zone.]

28

Article 4 (2)

34) Brésil

[Les Etats dont les côtes ne font pas face à la haute mer procéderont à des consultations avec les autres Etats de la région en vue de fixer de commun accord une largeur maximum de la mer territoriale adaptée aux caractéristiques de la région.]

Article 5

34) Brésil

[Dans les limites fixées par l'article] 1, [tout Etat a le droit d'établir d'autres modalités ou combinaisons de régimes juridiques de la souveraineté, la juridiction ou les compétences spécialisées dans la zone de mer adjacente à ses côtes.]

Note : Mer territoriale d'un Etat archipel : voir Article 1 sous 16. Archipels.

2.4 Passage inoffensif dans la mer territoriale*

Section I. Règles applicables à tous les navires

Sous-section A. Droit de passage inoffensif

A

Article premier (1)

- 22) Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie,
Malaisie, Maroc, Philippines et Yémen]1/
- 29) Uruguay; 46) Argentine [Sans préjudice des dispositions énoncées aux articles...,]1/
- 25) Colombie, Mexique, Venezuela [Sous réserve des dispositions des ...,]2/
- 10) Déclaration de Saint-Domingue; 2. [Les navires de tout Etat, riverain ou non de la mer,]
- 22) Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie,
Malaisie, Maroc, Philippines et Yémen;
- 25) Colombie, Mexique, Venezuela

* Les articles 20 à 35 (Titre II : Droits et obligations de l'Etat riverain dans les limites de l'espace marin national, chap. VI, Navigation) de la proposition de Malte - 37), qui portent sur le "droit de passage" dans "l'espace marin national", sont donnés en variante dans les diverses sections et sous-sections. Une note renvoie au texte correspondant de ces articles lorsque les dispositions sont comparables.

1/ L'article premier de la proposition présentée par Chypre, l'Espagne, la Grèce, l'Indonésie, la Malaisie, le Maroc, les Philippines et le Yémen 22) subordonne le droit de passage inoffensif aux dispositions des articles 2 à 23.

L'article 15 de la proposition de l'Uruguay subordonne le droit de passage inoffensif aux dispositions d'articles qui ne sont pas spécifiés.

L'article 3 de la proposition de l'Argentine subordonne le droit de passage inoffensif à une "définition du passage inoffensif" et à des dispositions (non soumises) concernant la "détermination précise des pouvoirs réglementaires de l'Etat côtier".

2/ L'article 3 de la proposition soumise par la Colombie, le Mexique et le Venezuela se réfère aux "dispositions des présents articles", sans au' , précisions. La section III de cette proposition est intitulée "Droit de passage inoffensif" mais aucun article 1. été soumis à ce titre.

29) Uruguay; 46) Argentine [Les navires de tous les Etats, riverains ou non de la mer]

36) Equateur, Panama, Pérou [Les navires, quels que soient leurs pavillons]

43) Chine les [navires étrangers non militaires]

10) Déclaration de Saint-Domingue 3. [jouissent du droit de passage inoffensif]

22) Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie,
Malaisie, Maroc, Philippines et Yémen;

25) Colombie, Mexique, Venezuela;

29) Uruguay; 46) Argentine

36) Equateur, Panama, Pérou

43) Chine

22) Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie,
Malaisie, Maroc, Philippines et Yémen

25) Colombie, Mexique, Venezuela; 43) Chine;

46) Argentine

10) Déclaration de Saint-Domingue

36) Equateur, Panama, Pérou

29) Uruguay

[peuvent traverser librement]

Le passage inoffensif ... est permis

4. Dans la mer territoriale

[à travers cette zone]

[la mer relevant de la souveraineté et de la juridiction
de l'Etat riverain]

Dans les mers territoriales dont la largeur n'est pas
supérieure à 12 milles marins comptés à partir des
lignes de base existantes et dans les mers terri-
toriales dont la largeur dépasse 12 milles marins comptés
à partir des lignes de base existantes ... dans la limite
des 12 premiers milles marins.

5. [sans être soumis à d'autres restrictions que celles qu'imposent les devoirs découlant de la coexistence pacifique et le respect des dispositions adoptées par l'Etat riverain en matière de prospection, d'exploration, de conservation et d'exploitation des ressources, de protection du milieu marin, de recherche scientifique, ainsi qu'en matière d'installations et de dispositifs de sécurité prévus pour la navigation et le transport maritimes. Les dispositions pertinentes du paragraphe précèdent s'appliquent également aux aéronefs. L'Etat riverain peut, pour protéger la paix, le bon ordre et la sécurité nationale, adopter des dispositions complémentaires visant le passage des navires et des aéronefs étrangers à l'intérieur de limites proches de ses côtes.]

Article premier (2)

Dans les mers territoriales dont la largeur dépasse 12 milles marins comptés à partir des lignes de base existantes/... /au-delà de ces 12 milles marins, les navires et aéronefs de tous les Etats, riverains ou non de la mer, ont le droit de naviguer librement dans la mer territoriale et de la survoler sans autres restrictions que celles qui peuvent résulter des règlements relatifs à sa sécurité, à la préservation de l'environnement, à l'exploration, à la conservation et à l'exploitation des ressources, à la recherche scientifique et à la sécurité de la navigation maritime et aérienne édictés par l'Etat riverain, ainsi que des mesures que cet Etat adopte en corrélation avec lesdits règlements, conformément au droit international./

Article 2 (1)

- 22) Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie, Malaisie, 1. Le passage est le fait de naviguer dans la mer territoriale, soit pour la traverser sans entrer voir aussi l'article 20 de la proposition de Malte - 37)
- 22) Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie, Malaisie, 2. dans les eaux intérieures
- 51) Fidji dans un port de l'Etat riverain.
- 22) Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie, Malaisie, 3. soit pour se rendre
- 22) Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie, Malaisie, 4. dans les eaux intérieures
- 51) Fidji de la haute mer dans un port de l'Etat riverain
- 22) Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie, Malaisie, 5. soit pour prendre le large en venant
- 22) Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie, Malaisie, 6. des eaux intérieures
- 51) Fidji d'un port de l'Etat riverain

Article 2 (2)

- 22) Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie, Malaisie, 1. Le passage comprend le droit de stoppage et de mouillage, mais seulement dans la mesure où l'arrêt ou le mouillage constituent des incidents ordinaires de navigation ou s'imposent au navire en état de relâche forcée ou de détresse.
- 51) Fidji 2. Dans tous les autres cas, le passage doit être continu et rapide. Voir aussi l'article 20 (3) de la proposition de Malte - 37)

Article 2 (3)

[Aux fins des présents articles, le terme "port" comprend tout port ou rade qui sert normalement au chargement, au déchargement et au mouillage des navires.]

Article 3 (1)

51) Fidji
22) Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie, Malaisie, Maroc, Philippines et Yémen; 43) Chine; 51) Fidji

22) Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie, Malaisie, Maroc, Philippines et Yémen; 51) Fidji

22) Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie, Malaisie, Maroc, Philippines et Yémen

51) Fidji

51) Fidji

51) Fidji

51) Fidji

51) Fidji

22) Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie, Malaisie, Maroc, Philippines et Yémen

51) Fidji

1. [Le passage est inoffensif tant qu'il ne porte pas atteinte à la paix, au bon ordre ou à la sécurité de l'Etat riverain.]

2. [Ce passage doit s'effectuer en conformité avec les présents articles et les autres règles du droit international.]

3. [Les navires étrangers qui exercent le droit de passage inoffensif dans la mer territoriale ne sont pas autorisés à se livrer à des activités telles que :]

[Le passage d'un navire étranger est considéré comme portant atteinte à la paix, au bon ordre ou à la sécurité de l'Etat riverain si, pendant qu'il se trouve dans la mer territoriale, ledit navire sert à l'une quelconque des activités suivantes :]

4. [a) actes hostiles dirigés contre l'Etat riverain ou tout autre Etat;]

5. [b) exercices ou manoeuvres comportant l'emploi d'armes offensives de quelque sorte que ce soit;]

6. [c) décollage ou réception d'aéronefs;]

7. [d) lancement, débarquement ou embarquement d'engins de guerre;]

8. [e) embarquer ou débarquer des troupes, des membres de l'équipage, des hommes-grenouilles ou toute autre personne ou engin sans l'autorisation de l'Etat riverain;]

[e) embarquement ou débarquement de personnes;]

- | | | | |
|-----|--|-----|---|
| 22) | Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie, Malaisie, Maroc, Philippines et Yémen | 9. | [f) se livrer à tout acte d'espionnage ou rassembler des renseignements touchant la sécurité de l'Etat riverain;] |
| 51) | Fidji | | [f) actes d'espionnage portant atteinte à la défense ou à la sécurité de l'Etat riverain;] |
| 22) | Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie, Malaisie, Maroc, Philippines et Yémen | 10. | [g) Se livrer à tout acte de propagande contre l'Etat riverain;] |
| 51) | Fidji | | [g) actes de propagande portant atteinte à la sécurité de l'Etat riverain;] |
| 22) | Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie, Malaisie, Maroc, Philippines et Yémen | 11. | [h) Se livrer à tout acte d'interférence avec ses systèmes de communications;] |
| 51) | Fidji | | [h) actes de nature à perturber le fonctionnement de tout système de communication de l'Etat riverain;] |
| 22) | Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie, Malaisie, Maroc, Philippines et Yémen | 12. | [i) Se livrer à un commerce illicite;] |
| 22) | Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie, Malaisie, Maroc, Philippines et Yémen | 13. | [j) Détruire ou endommager des câbles, canalisations ou pipe-lines sous-marins ou aériens ou toutes formes d'installations et de constructions;] |
| 51) | Fidji | | [j) actes de nature à perturber le fonctionnement de tout autre équipement ou installation de l'Etat riverain;] |
| 22) | Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie, Malaisie, Maroc, Philippines et Yémen | 14. | [k) Explorer ou exploiter les ressources de la mer et de son sous-sol sans l'autorisation de l'Etat riverain;] |
| 51) | Fidji | 15. | [l) toute autre activité n'ayant pas un rapport direct avec le passage.] |
| 51) | Fidji | 16. | [Les dispositions du paragraphe 3 du présent article ne s'appliquent pas aux activités entreprises avec l'autorisation préalable de l'Etat riverain ni à celles qui sont nécessaires du fait d'un cas de force majeure ou d'une situation de détresse ou aux fins de porter secours à des personnes ou à des bâtiments en danger ou en détresse.] |

Article 3 (2)

1. [Le passage doit être continu et rapide.] / Voir aussi l'article 32 b) de la proposition de Malte - 37 //

2. [Les navires de passage doivent s'abstenir de manoeuvrer sans nécessité, d'errer ou de se livrer à toute activité autre que le simple passage.]

3. [Les navires étrangers qui exercent le droit de passage inoffensif doivent se conformer aux lois et règlements édictés par l'Etat riverain en conformité avec les présents articles et les autres règles du droit international.]

4. [Le passage des bateaux de pêche étrangers n'est pas considéré comme inoffensif si ces bateaux ne se conforment pas aux lois et règlements que l'Etat riverain peut édicter et publier en vue de leur interdire la pêche dans la mer territoriale.]

5. [Les navires et autres véhicules sous-marins sont tenus de passer en surface et d'arborer leur pavillon.]

Article 4

1. [L'Etat riverain ne doit pas entraver le passage inoffensif]

2. [néant]

3. [dans la mer territoriale. En particulier, il ne doit pas]

[dans la mer territoriale et, en particulier il ne doit pas]

22) Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie, Malaisie, Maroc, Philippines et Yémen

22) Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie, Malaisie, Maroc, Philippines et Yémen

22) Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie, Malaisie, Maroc, Philippines et Yémen

22) Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie, Malaisie, Maroc, Philippines et Yémen

22) Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie, Malaisie, Maroc, Philippines et Yémen

22) Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie, Malaisie, Maroc, Philippines et Yémen;
51) Fidji

51) Fidji

22) Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie, Malaisie, Maroc, Philippines, Yémen;
51) Fidji

22) Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie,
Malaisie, Maroc, Philippines, Yémen

51) Fidji

51) Fidji

22) Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie,
Malaisie, Maroc, Philippines, Yémen;
51) Fidji

22) Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie,
Malaisie, Maroc, Philippines et Yémen;
51) Fidji

22) Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie,
Malaisie, Maroc, Philippines, Yémen;
51) Fidji

22) Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie,
Malaisie, Maroc, Philippines, Yémen

51) Fidji

22) Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie,
Malaisie, Maroc, Philippines, Yémen

51) Fidji

4. [empêcher le passage inoffensif d'un navire étranger battant le pavillon d'un Etat déterminé ou transportant des marchandises appartenant à un Etat déterminé en provenance ou à destination du territoire de cet Etat.]

[, lorsqu'il applique les présents articles ou toute loi ou règlement adopté en application des présents articles, soumettre à un traitement discriminatoire les navires d'un Etat déterminé ou les navires transportant des marchandises en provenance ou à destination d'un Etat déterminé ou pour le compte d'un Etat déterminé.]

5. L'Etat riverain est tenu de faire connaître de façon appropriée tous les obstacles et dangers dont il a connaissance, qui menacent la navigation dans sa mer territoriale.

Article 5 (1)

1. [L'Etat riverain peut]

2. [prendre, dans sa mer territoriale, les mesures nécessaires pour empêcher tout passage qui n'est pas inoffensif.] /Voir aussi l'article 32 d) de la proposition de Malte - 37)/

Article 5 (2)

1. [En ce qui concerne les navires qui se rendent dans]

2. [les eaux intérieures]

[un port de l'Etat riverain]

3 [l'Etat riverain a également le droit de]

[celui-ci a également le droit de]

- | | | | |
|-----|---|----|--|
| 22) | Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie, Malaisie, Maroc, Philippines et Yémen; 51) Fidji | 4. | <u>prendre les mesures nécessaires pour prévenir toute violation des conditions auxquelles est subordonnée l'admission de ces navires dans</u> |
| 22) | Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie, Malaisie, Maroc, Philippines et Yémen | 5. | <u>les eaux.</u> |
| 51) | Fidji | | <u>l'edit port.</u> |
| 22) | Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie, Malaisie, Maroc, Philippines et Yémen; 51) Fidji | 6. | <u>néant - voir sous 4.</u> <u>Voir aussi l'article 32 c) de la proposition de Malte - 37)</u> |

Article 6 (1)

- | | | | |
|-----|--|----|--|
| 22) | Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie, Malaisie, Maroc, Philippines, Yémen; 51) Fidji | 1. | <u>Sous réserve des dispositions)</u> <u>1/</u> |
| 22) | Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie, Malaisie, Maroc, Philippines, Yémen; 51) Fidji; 37) Malte | 2. | <u>L'Etat riverain peut</u>
<u>L'Etat riverain ... peut</u> |

1/ La proposition présentée par Chypre, l'Espagne, la Grèce, l'Indonésie, la Malaisie, le Maroc, les Philippines et le Yémen 22), subordonne le droit de suspendre le passage inoffensif aux dispositions de l'article 8, du paragraphe 3 de l'article 22 et de l'article 23 de cette proposition. Dans la proposition présentée par Fidji 51), ce droit est subordonné aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 4.

- 22) Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie, Malaisie, Maroc, Philippines, Yémen; 51) Fidji
- 22) Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie, Malaisie, Maroc, Philippines, Yémen; 51) Fidji
- 37) Malte
- 22) Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie, Malaisie, Maroc, Philippines, Yémen
- 22) Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie, Malaisie, Maroc, Philippines, Yémen; 37) Malte; 51) Fidji
- 22) Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie, Malaisie, Maroc, Philippines, Yémen; 51) Fidji
- 22) Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie, Malaisie, Maroc, Philippines, Yémen; 51) Fidji
- 22) Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie, Malaisie, Maroc, Philippines, Yémen; 51) Fidji;
3. ~~[sans établir de discrimination entre les navires étrangers]~~
4. ~~[suspendre temporairement]~~
- ~~[interrompre provisoirement]~~
5. ~~[et]~~
6. ~~[dans des zones déterminées]~~
7. ~~[de sa mer territoriale]~~
8. ~~[l'exercice du droit de passage inoffensif de navires étrangers]~~
9. ~~[Si cette suspension est indispensable pour la protection de sa sécurité.] Voir aussi l'article 32 e) de la proposition de Malte - 37)]~~

Article 6 (2)

- 22) Chypre, Espagne, **Grèce**, Indonésie, Malaisie, Maroc, Philippines, Yémen; 51) Fidji
- 22) Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie, Malaisie, Maroc, Philippines, Yémen; 51) Fidji
1. ~~[La suspension ne prendra effet qu'après avoir été]~~
2. ~~[dûment publiée]~~

Article 6 (3)

- | | | | |
|-----|--|----|--|
| 22) | Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie, Malaisie, Maroc, Philippines, Yémen | 1. | [Sous réserve des dispositions ...] ^{1/} |
| 51) | Fidji | | [Sauf dans la mesure où (les présents articles) l'autorisent] ^{2/} |
| 22) | Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie, Malaisie, Maroc, Philippines, Yémen | 2. | [le passage inoffensif des navires étrangers ne peut être suspendu dans les détroits servant à la navigation internationale] |
| 51) | Fidji | | [le droit de passage inoffensif des navires étrangers par les détroits qui servent à la navigation internationale ... ne peut être suspendu] |
| 22) | Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie, Malaisie, Maroc, Philippines, Yémen | 3. | [qui font partie de la mer territoriale.] |
| 51) | Fidji | | [ou par les couloirs de navigation désignés en application des (présents articles) ...] ^{2/} |

^{1/} Il s'agit des dispositions des articles 8, 22 (3) et 23 de la proposition de ces pays.

^{2/} Articles contenus dans la proposition de Fidji.

Article premier

37) Malte

1. /Sous réserve des dispositions des présents articles, les bâtiments de tous les Etats, riverains ou non de la mer, jouissent du droit de passage dans l'espace marin national./
2. /Le passage est le fait de naviguer dans l'espace marin national, soit pour le traverser sans entrer dans les eaux intérieures, soit pour se rendre dans les eaux intérieures, soit pour se diriger vers l'espace marin international en venant des eaux intérieures./
3. /Le passage comprend le droit de stoppage et de mouillage, mais seulement dans la mesure où l'arrêt ou le mouillage constituent des incidents ordinaires de navigation ou s'imposent au bâtiment en état de relâche forcée ou de détresse./ 1/

Article 2

37) Malte

/L'Etat riverain ne doit entraver d'aucune manière l'exercice du droit de passage dans son espace marin national lorsque ce passage obéit aux normes et règles générales et non discriminatoires régissant la navigation, qui pourraient être adoptées par les institutions internationales de l'espace marin ou qui sont énoncées dans des conventions multilatérales ratifiées par de nombreux pays./ 2/

Article 3

37) Malte

/En l'absence de normes et règles pertinentes adoptées par les institutions internationales de l'espace marin ou contenues dans des conventions multilatérales ratifiées par de nombreux pays, l'Etat riverain peut édicter des règlements raisonnables et non discriminatoires concernant la navigation dans son espace marin national, notamment en matière de sécurité et de trafic maritime, de transport maritime et de prévention de la pollution./

1/ Voir l'article 14, par. 1, 2 et 3 de la Convention de 1958 sur la mer territoriale.

2/ Ibid., voir l'article 15, par. 1.

Sous-section B - Réglementation du passage

A

Article 7 (1)

- | | |
|---|---|
| 22) Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie, Malaisie, Maroc, Philippines, Yémen;
43) Chine; 51) Fidji | 1. [L'Etat riverain peut] |
| 22) Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie, Malaisie, Maroc, Philippines, Yémen | 2. [édicter des réglementations] |
| 43) Chine | [élaborer les lois et règlements nécessaires] |
| 51) Fidji | [adopter, en conformité des dispositions des présents articles ou des autres règles du droit international, des lois et règlements] |
| 22) Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie, Malaisie, Maroc, Philippines, Yémen | 3. [relatives à la navigation dans sa mer territoriale] |
| 43) Chine | [en vue de régir la mer territoriale] |
| 51) Fidji | [applicables au passage dans sa mer territoriale] |

Article 7 (2)

- | | |
|--|--|
| 22) Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie, Malaisie, Maroc, Philippines, Yémen | 1. [Lesdites réglementations peuvent porter, entre autres, sur les questions ci-après :] |
| 51) Fidji | [ces lois et règlements (peuvent) porter sur l'une quelconque ou sur l'ensemble des questions ci-après :] |
| 22) Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie, Malaisie, Maroc, Philippines, Yémen | 2. [a) La sécurité en mer et le trafic maritime et, en particulier, l'établissement de routes et de systèmes de régulation du trafic;] |
| 51) Fidji | [a) sécurité de la navigation et régulation du trafic maritime;] |

- | | | | |
|-----|---|-----|---|
| 22) | Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie, Malaisie, Maroc, Philippines. Yémen | 3. | [b) L'installation, l'utilisation et la protection des installations et systèmes d'aides à la navigation;] |
| 51) | Fidji | | [b) utilisation des installations et système d'aides à la navigation et prévention de la destruction ou de la détérioration de ces installations et systèmes;] |
| 22) | Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie, Malaisie, Maroc, Philippines, Yémen | 4. | [c) L'installation, l'utilisation et la protection des installations destinées à l'exploration et à l'exploitation des ressources de la mer;] |
| 51) | Fidji | | [c) prévention de la destruction ou de la détérioration des systèmes ou installations destinés à la recherche et à l'exploitation des ressources marines, y compris celles du fond de la mer et du sous-sol, dans la mer territoriale;] |
| 51) | Fidji | 5. | [d) prévention de la destruction ou de la détérioration des câbles et pipe-lines sous-marins ou aériens;] |
| 22) | Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie, Malaisie, Maroc, Philippines, Yémen | 6. | [e) La préservation du milieu marin et du milieu côtier et la prévention de toutes formes de pollution;] |
| 51) | Fidji | | [e) sauvegarde de l'environnement de l'Etat riverain et prévention de la pollution;] |
| 22) | Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie, Malaisie, Maroc, Philippines, Yémen | 7. | [f) Les transports maritimes;] |
| 22) | Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie, Malaisie, Maroc, Philippines, Yémen, 51) Fidji | 8. | [g) La recherche sur le milieu marin;]
[recherche sur le milieu marin;] |
| 51) | Fidji | 9. | [h) prévention des infractions aux règlements douaniers, fiscaux, d'immigration, sanitaires ou de quarantaine, de l'Etat riverain.] |
| 22) | Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie, Malaisie, Maroc, Philippines, Yémen | 10. | [i) Le passage des navires possédant des caractéristiques spéciales;] |

Article 7 (3)

- | | | | |
|-----|-------|----|--|
| 43) | Chine | 1. | Un Etat riverain est tenu de faire connaître |
| 51) | Fidji | | [L'Etat riverain est tenu de faire dûment connaître] |
| 43) | Chine | 2. | [les lois et règlements nécessaires en vue de régir la mer territoriale] |
| 51) | Fidji | | [toutes les lois et tous les règlements adoptés en application des dispositions du présent article.] |

Article 7 (4)

- | | | | |
|-----|-------|----|--|
| 43) | Chine | 1. | [Les navires ou les avions étrangers, lorsqu'ils traversent la mer territoriale de cet Etat ou l'espace aérien situé au-dessus de cette mer] |
| 51) | Fidji | | [Les navires étrangers qui exercent le droit de passage inoffensif dans la mer territoriale] |
| 43) | Chine | 2. | [doivent s'y conformer] |
| 51) | Fidji | | [doivent se conformer à toutes lesdites lois et à tous lesdits règlements] |
| 43) | Chine | 3. | [sans objet] |
| 51) | Fidji | | [de l'Etat riverain] |

Article 8

- | | | | |
|-----|--|----|------------------------|
| 22) | Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie, Malaisie, Maroc, Philippines, Yémen | 1. | [L'Etat riverain peut] |
|-----|--|----|------------------------|

22) Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie, Malaisie, Maroc, Philippines, Yémen

2. /dans sa mer territoriale, établir des routes et des systèmes de régulation du trafic, compte tenu de ceux qui auront été recommandés par les organisations internationales compétentes, et décréter que l'utilisation d'adites routes et desdits systèmes de régulation du trafic sera obligatoire pour les navires de passage. / Voir aussi l'article 32 a) de la proposition de Malte 37) /

Article 9 (1)

22) Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie, Malaisie, Maroc, Philippines, Yémen

/L'Etat riverain est tenu de faire connaître de façon appropriée tous les dangers dont il a connaissance, qui menacent la navigation dans sa mer territoriale. /

Article 9 (2)

22) Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie, Malaisie, Maroc, Philippines, Yémen

/L'Etat riverain est tenu de faire connaître de façon appropriée la présence dans sa mer territoriale de toutes installations ou de tous systèmes d'aide à la navigation et de toutes installations d'exploration et d'exploitation des ressources de la mer qui risquent de faire obstacle à la navigation, et il est tenu d'installer les moyens permanents de signalisation qui sont nécessaires pour indiquer la présence de ces installations et systèmes. /

Article 10

22) Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie, Malaisie, Maroc, Philippines, Yémen

/L'Etat riverain peut enjoindre à tout navire étranger qui n'observerait pas les dispositions régissant le droit de passage de quitter sa mer territoriale. / Voir aussi l'article 24 de la proposition de Malte 37) /

Article premier

37) Malte

1. /Les bâtiments étrangers qui exercent leur droit de passage doivent se conformer a) aux règles et règlements applicables à la navigation, adoptés par les institutions internationales de l'espace marin ou édictés par l'Etat riverain, ou encore contenus dans des conventions multilatérales ratifiées par de nombreux pays; b) aux règlements douaniers, fiscaux, sanitaires et d'immigration de l'Etat riverain auxquels les institutions internationales de l'espace marin ont donné une publicité suffisante./ 1/

2. /Les bâtiments de pêche étrangers ainsi que les bâtiments étrangers qui transforment les produits de la pêche exerçant leur droit de passage doivent se conformer aux lois et règlements que l'Etat riverain peut édicter et publier par les soins des institutions internationales de l'espace marin en vue d'interdire à ces bâtiments de se livrer à la pêche ou à la transformation des produits de la pêche dans l'espace marin national./ 2/

Article 2

37) Malte

- /L'Etat riverain peut obliger tout bâtiment étranger qui ne se conforme pas aux dispositions relatives à l'exercice du droit de passage contenues dans les articles qui précèdent à quitter l'espace marin national./

1/ Voir les articles 17 et 24, par. 1, de la Convention de 1958 sur la mer territoriale, dont les dispositions sont analogues.

2/ Ibid., voir l'article 14, par. 5, dont les dispositions sont analogues.

Article 3

37) Malte

1. /Les règlements édictés par un Etat riverain et dont il est fait mention dans les articles qui précèdent peuvent être signalés à l'attention des institutions internationales de l'espace marin par toute Partie contractante si celle-ci considère, soit que ces règlements sont discriminatoires, soit qu'ils entravent la navigation de manière déraisonnable, soit qu'ils sont contraires à la pratique internationale généralement admise, soit qu'ils ne sont pas conformes aux normes et règles adoptées par lesdites institutions ou à celles qui sont contenues dans des conventions multilatérales ratifiées par de nombreux pays./

2. /Les institutions internationales de l'espace marin peuvent recommander à l'Etat riverain d'abroger ou de modifier lesdits règlements s'il s'avère que ceux-ci sont discriminatoires ou qu'ils entravent la navigation de manière déraisonnable, ou qu'ils sont contraires à la pratique internationale généralement admise ou encore s'ils sont contraires aux normes et règles adoptées par les institutions ou à celles qui sont contenues dans des conventions multilatérales ratifiées par de nombreux pays./

3. /En cas de désaccord persistant entre les institutions internationales de l'espace marin et l'Etat riverain, l'affaire est soumise à la Cour maritime internationale, dont la décision liera les parties./

Article 4

37) Malte

1. /L'Etat riverain est tenu de faire connaître immédiatement et de façon appropriée par l'intermédiaire des institutions internationales de l'espace marin tous les dangers ou obstacles à la navigation dont il a connaissance, qui menacent la navigation dans son espace marin national./ 3/

3/ Ibid., voir l'article 15, par. 2.

37) Malte (suite)

2. L'Etat riverain est tenu de prendre dans les limites de son espace marin national, des mesures efficaces conformes aux normes et pratiques internationales, pour assurer la sécurité de la navigation, y compris l'installation d'aides appropriées à la navigation, pour porter secours aux bâtiments en détresse et pour le sauvetage des vies humaines. Ces mesures, ainsi que ces installations, sont notifiées aux institutions internationales de l'espace marin. 4/
3. L'inobservation des dispositions énoncées dans les paragraphes précédents du présent article engage la responsabilité juridique. Si cette inobservation provoque la perte de vies humaines ou de biens, la Cour maritime internationale statuera sur les demandes d'indemnisation. 7/

Article 5

37) Malte

Dans une zone d'espace marin adjacente à ses côtes, d'une largeur n'excédant pas 12 milles marins, mesurée à partir des lignes de base applicables, l'Etat riverain, outre les mesures envisagées dans les articles qui précèdent 5/, peut :

- a) Etablir des plans obligatoires de navigation en imposant une distance minimale entre les bâtiments, désigner des couloirs de navigation de manière à assurer la sécurité et fixer des limites de tirant d'eau pour la navigation dans certaines zones;
- b) Exiger que le passage soit continu et rapide;

4/ Voir l'article 12, par. 2, de la Convention de 1958 sur la haute mer, dont les dispositions sont analogues.

5/ Il s'agit des articles 20 à 31 de la proposition de Malte, qui figurent dans les diverses sections et sous-sections auxquelles ils s'appliquent.

- c) Prendre les mesures qui s'imposent pour contraindre à faire surface un sous-marin non identifié qui se dissimule dans la mer ou s'est posé sur le fond marin;
- d) Empêcher un passage qui, à son avis, risque de porter une atteinte grave à la paix, au bon ordre et à la sécurité sur son territoire;
- e) Sous réserve des dispositions ... 6/, interrompre provisoirement dans des zones déterminées le passage de bâtiments étrangers si cette interruption est indispensable à sa sécurité;
- f) Sous réserve des dispositions ... 6/, délimiter avec précision des zones qui seront fermées aux bâtiments de guerre étrangers pour des raisons de sécurité nationale;

6/ Il s'agit des dispositions des articles 36 et 37 de la proposition de Malte, conçues comme suit :

"Article 36

1. Le passage par des détroits dont la largeur dépasse 24 milles marins et qui servent ou peuvent servir à la navigation internationale ne peut être suspendu
2. Sous réserve des dispositions des articles 21, 22 et 23, l'Etat riverain ne doit pas entraver le passage par des détroits dont la largeur dépasse 24 milles et qui servent, ou peuvent servir à la navigation internationale.

Article 37

1. L'Etat riverain ne doit pas entraver le passage par des détroits dont la largeur est inférieure à 24 milles qui servent ou peuvent servir à la navigation internationale, sous la seule réserve des dispositions du paragraphe ci-après et de l'article 38.
2. Dans le cas des détroits dont la largeur est inférieure à 24 milles marins, qui servent ou peuvent servir à la navigation internationale, l'Etat ou les Etats riverains peuvent subordonner le passage aux conditions suivantes :

(suite note 6)

- a) Ils peuvent exiger que les bâtiments se conforment aux plans obligatoires de navigation prévoyant une distance minimale entre les bâtiments, respectent les couloirs de navigation désignés de manière à assurer la sécurité et, le cas échéant, se conforment aux limites de tirant d'eau répondant aux exigences de la sécurité;
 - b) Ils peuvent exiger que le passage soit ininterrompu et rapide;
 - c) Ils peuvent exiger, lorsque le passage est dangereux, que les bâtiments en transit fassent appel à des pilotes désignés par l'Etat riverain;
 - d) Ils peuvent exiger que le passage de submersibles étrangers ou de bâtiments de guerre étrangers soit subordonné à un préavis de trois jours. En outre, l'Etat riverain peut :
 - i) Prendre les mesures qui s'imposent pour contraindre à faire surface un submersible non identifié qui se dissimule dans le détroit;
 - ii) Dans le cas de bâtiments qui se dirigent vers les eaux intérieures, prendre les mesures nécessaires pour empêcher toute infraction aux conditions auxquelles est subordonné l'accès de ces bâtiments auxdites eaux.
3. Les mesures prises par l'Etat riverain en vertu des alinéas a), b), c) et d) du paragraphe qui précède ne doivent avoir aucun caractère discriminatoire et ne peuvent prendre effet avant d'être notifiées aux institutions internationales de l'espace marin et dûment publiées.
4. Les institutions internationales de l'espace marin peuvent recommander à l'Etat riverain d'abroger ou de modifier les mesures qu'elles jugent discriminatoires ou déraisonnables ou qui, à leur avis, constituent une entrave inutile à la navigation. En cas de désaccord persistant entre les institutions internationales de l'espace marin et l'Etat riverain, l'affaire est portée devant la Cour maritime internationale, dont la décision liera les parties."

g) Dans le cas de bâtiments se dirigeant vers les eaux intérieures, prendre les mesures nécessaires pour empêcher toute infraction aux conditions auxquelles est subordonné l'accès de ces bâtiments dans ces zones. I/

Article 6

37) Malte

1. /Les mesures prises par l'Etat riverain en vertu des alinéas a), b), d), e) et f) de l'article qui précède n'auront aucun caractère discriminatoire et ne prendront effet qu'à partir du moment où elles seront notifiées aux institutions internationales de l'espace marin et dûment publiées. /

2. /Les institutions internationales de l'espace marin peuvent recommander que l'Etat riverain abroge ou modifie les mesures qu'elles considèrent comme discriminatoires ou qui à leur avis sont une entrave déraisonnable à la navigation. En cas de désaccord persistant entre les institutions internationales de l'espace marin et l'Etat riverain, l'affaire est portée devant la Cour maritime internationale, dont la décision liera les parties. /

I/ Voir l'article 16, par. 1, 2 et 3 de la Convention de 1958 sur la mer territoriale.

Section II. Règles applicables à certaines catégories de navires

Sous-section A. Navires de commerce

Article 11 (1)

22) Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie,
Malaisie, Maroc, Philippines, Yémen;
51) Fidji

[Il ne peut être perçu de taxes sur les navires étrangers
à raison de leur simple passage dans la mer territoriale.]

Article 11 (2)

22) Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie,
Malaisie, Maroc, Philippines, Yémen;
51) Fidji

1. [Des taxes ne peuvent être perçues sur un navire étranger
passant dans la mer territoriale qu'en rémunération de
services déterminés]

51) Fidji

2. [rendus à ce navire.]

22) Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie,
Malaisie, Maroc, Philippines, Yémen;
51) Fidji

3. [Ces taxes sont perçues sans discrimination.]

- 51 -

Article 11 (3)

22) Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie,
Malaisie, Maroc, Philippines, Yémen

[L'Etat riverain a le droit de se faire rembourser à raison
des travaux entrepris pour faciliter le passage.]

Article 12 (1)

22) Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie,
Malaisie, Maroc, Philippines, Yémen;
51) Fidji

[La juridiction pénale de l'Etat riverain ne [doit] [devrait]
pas être exercée à bord d'un navire étranger passant dans la
mer territoriale, pour l'arrestation d'une personne ou
l'exécution d'actes d'instruction à raison d'une infraction
pénale commise à bord de ce navire lors du passage, sauf
dans l'un ou l'autre des cas ci-après :

a) si les conséquences de l'infraction s'étendent à l'Etat
riverain;

- b) si l'infraction est de nature à troubler la paix publique du pays ou le bon ordre de la mer territoriale;
- c) si l'assistance des autorités locales a été demandée par le capitaine du navire ou par le consul de l'Etat dont le navire bat pavillon; ou
- d) si des mesures sont nécessaires pour la répression du trafic illicite des stupéfiants.]

Article 12 (2)

22) Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie, Malaisie, Maroc, Philippines, Yémen;
51) Fidji

- 1. [Les dispositions [ci-dessus] [du paragraphe 1 du présent article] ne portent pas atteinte au droit de l'Etat riverain de prendre toutes mesures autorisées par sa législation en vue de procéder à des arrestations ou à des actes d'instruction à bord d'un navire étranger qui passe dans la mer territoriale en provenance]

22) Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie, Malaisie, Maroc, Philippines, Yémen;
51) Fidji

- 2. [des eaux intérieures.]

[d'un port de l'Etat riverain.]

Article 12 (3)

22) Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie, Malaisie, Maroc, Philippines, Yémen;
51) Fidji

- 1. [Dans les cas prévus aux paragraphes 1 et 2 du présent article, l'Etat riverain doit, si le capitaine le demande, aviser l'autorité consulaire de]

22) Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie,
Malaisie, Maroc, Philippines et Yémen
51) Fidji

22) Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie,
Malaisie, Maroc, Philippines et Yémen;
51) Fidji

Article 12 (4)

22) Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie,
Malaisie, Maroc, Philippines et Yémen;
51) Fidji

Article 12 (5)

22) Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie,
Malaisie, Maroc, Philippines et Yémen;
51) Fidji

22) Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie,
Malaisie, Maroc, Philippines et Yémen
51) Fidji

2. { [l'Etat du pavillon]

3. [avant de prendre des mesures quelconques, et faciliter le contact entre cette autorité et l'équipage du navire. En cas de nécessité urgente, cette notification peut être faite pendant que les mesures sont en cours d'exécution.]

[En examinant si l'arrestation doit être faite, et de quelle façon, l'autorité locale doit tenir compte des intérêts de la navigation.]

1. [L'Etat riverain ne peut prendre aucune mesure à bord d'un navire étranger qui passe dans la mer territoriale, en vue de procéder à une arrestation ou à des actes d'instruction à raison d'une infraction pénale commise avant l'entrée du navire dans la mer territoriale, si le navire, en provenance d'un port étranger, ne fait que passer dans la mer territoriale, sans entrer dans]

2. [Les eaux intérieures.]

[aucun des ports de l'Etat riverain.]

Article 13 (1)

[L'Etat riverain ne [devrait] [doit] ni arrêter ni dérouter un navire étranger passant dans la mer territoriale pour l'exercice de la juridiction civile à l'égard d'une personne se trouvant à bord.]

22) Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie,
Malaisie, Maroc, Philippines et Yémen;
51) Fidji

Article 13 (2)

1. [L'Etat riverain ne peut pratiquer, à l'égard de ce navire, de mesures d'exécution ou de mesures conservatoires en matière civile que si ces mesures sont prises à raison d'obligations assumées ou de responsabilités encourues par ledit navire au cours ou en vue de la navigation lors de]

22) Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie,
Malaisie, Maroc, Philippines et Yémen;
51) Fidji

2. { [ce passage]

22) Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie,
Malaisie, Maroc, Philippines et Yémen

51) Fidji

3. [dans les eaux de l'Etat riverain.]

22) Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie,
Malaisie, Maroc, Philippines et Yémen;
51) Fidji

Article 13 (3)

1. [Les dispositions du paragraphe [précédent] [2 du présent article] ne portent pas atteinte au droit de l'Etat riverain de prendre les mesures d'exécution ou les mesures conservatoires en matière civile que peut autoriser sa législation, à l'égard d'un navire étranger qui stationne dans la mer territoriale, ou qui passe dans la mer territoriale en provenance]

22) Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie,
Malaisie, Maroc, Philippines et Yémen;
51) Fidji

2. [des eaux intérieures.]

22) Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie,
Malaisie, Maroc, Philippines, Yémen

51) Fidji

[d'un port de l'Etat riverain.]

Article premier

37) Malte

1. /Il ne peut être perçu de taxes sur les bâtiments étrangers à raison de leur simple passage dans l'espace marin national./
2. /L'Etat riverain ne peut percevoir de taxes sur un bâtiment étranger passant dans la mer territoriale qu'en rémunération de services déterminés rendus à ce bâtiment. Ces taxes doivent être raisonnables et perçues sans discrimination./ 1/
3. /Les différends concernant le caractère raisonnable des taxes visés au paragraphe précédent sont réglés par la Cour maritime internationale./

Article 2

37) Malte

1. /La juridiction pénale de l'Etat riverain ne doit pas être exercée à bord d'un navire étranger passant dans l'espace marin national, à raison d'une infraction pénale commise à bord de ce bâtiment lors du passage, sauf dans l'un ou l'autre des cas ci-après :
 - a) Si les conséquences de l'infraction s'étendent à l'Etat riverain;
 - b) Si l'infraction est de nature à troubler gravement la paix publique du pays ou le bon ordre dans l'espace marin soumis à sa juridiction;
 - c) Si l'assistance des autorités locales a été demandée par le capitaine du bâtiment ou par le consul de l'Etat dont le bâtiment bat pavillon; ou
 - d) Si ces mesures sont indispensables pour la répression de la traite des esclaves, de la piraterie ou du trafic illicite des stupéfiants./

1/ Voir l'article 18 de la Convention de 1958 sur la mer territoriale.

2. /Les dispositions ci-dessus ne portent pas atteinte au droit de l'Etat riverain de prendre toutes mesures autorisées par sa législation en vue de procéder à des arrestations ou à des actes d'instruction à bord d'un bâtiment étranger qui traverse l'espace marin national en provenance des eaux intérieures./

3. /En examinant si une arrestation doit être faite, et de quelle façon, l'autorité locale doit tenir dûment compte des intérêts de la navigation./ 2/

4. /Dans les cas prévus aux paragraphes 1 et 2 du présent article, l'Etat riverain ne doit agir que sur la base de présomptions sérieuses. Il doit aussi aviser l'autorité consulaire de l'Etat du pavillon; si le capitaine le demande, il doit de même aviser les institutions internationales de l'espace marin avant de prendre des mesures quelles qu'elles soient. L'autorité de l'Etat riverain doit faciliter le contact entre l'autorité consulaire de l'Etat du pavillon ou les institutions internationales de l'espace marin et l'équipage du bâtiment. En cas de nécessité urgente, cette notification peut être faite pendant que les mesures sont en cours d'exécution./ 3/

5. /Si les mesures prises en application des paragraphes 1 et 2 se révèlent sans fondement, le bâtiment, l'équipage, les passagers et l'Etat du pavillon doivent être indemnisés de toute perte ou de tout dommage qu'ils ont pu subir./

6. /L'inobservation des obligations prévues au paragraphe 4 du présent article peut être portée à l'attention des institutions internationales de l'espace marin par l'Etat du pavillon./

7. /Tout différend concernant l'observation ou l'inobservation des dispositions figurant dans les paragraphes précédents peut être soumis, soit sur l'initiative de l'Etat du pavillon, soit sur celle de l'Etat riverain, à la Cour maritime internationale, dont la décision liera les parties./

2/ Ibid., voir l'article 19, par. 1, 2 et 4.

3/ Ibid., voir l'article 19, par. 3, dont les dispositions sont analogues.

Article 3

37) Malte

1. /L'Etat riverain ne peut prendre aucune mesure à bord d'un bâtiment étranger qui traverse l'espace marin national en vue de procéder à une arrestation ou à des actes d'instruction à raison d'une infraction pénale commise avant l'entrée du bâtiment dans l'espace marin soumis à sa juridiction, si le bâtiment, en provenance d'un port étranger, ne fait que traverser l'espace marin national, sans entrer dans les eaux intérieures./ 4/

2. /L'inobservation des obligations énoncées au paragraphe 1 du présent article peut être portée à l'attention des organes compétents des institutions internationales de l'espace marin et engage la responsabilité juridique à moins que les mesures prises ne l'aient été à la demande du capitaine du bâtiment ou de l'Etat du pavillon./

Article 4

37) Malte

1. /L'Etat riverain ne peut ni arrêter ni dérouter un bâtiment étranger traversant l'espace marin national pour exercer la juridiction civile à l'égard d'une personne se trouvant à bord de ce bâtiment./

2. /L'Etat riverain ne peut pratiquer, à l'égard de ce bâtiment, de mesures d'exécution ou de mesures conservatoires en matière civile que si ces mesures sont prises à raison d'obligations assumées ou de responsabilités encourues par ledit bâtiment au cours ou en vue de la navigation lors de ce passage dans les eaux de l'Etat riverain./

3. /Les dispositions du paragraphe précédent ne portent pas atteinte au droit de l'Etat riverain de prendre les mesures d'exécution ou les mesures conservatoires en matière civile que peut autoriser sa législation, à l'égard d'un bâtiment qui stationne dans les eaux soumises à sa juridiction, ou qui traverse lesdites eaux en provenance des eaux intérieures./ 5/

4/ Ibid., voir l'article 19, par. 5.

5/ Ibid., voir l'article 20.

Sous-section B. - Navires possédant des caractéristiques spéciales

Article 14

22) Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie, Malaisie, Maroc, Philippines et Yémen

[L'Etat riverain peut réglementer le passage dans sa mer territoriale :

- a) De navires à propulsion nucléaire ou transportant des armes nucléaires;
- b) De navires transportant des substances nucléaires ou tout autre produit pouvant constituer un danger pour l'Etat riverain ou polluer gravement le milieu marin;
- c) De navires effectuant des recherches sur le milieu marin.]

Article 15

51) Fidji

[Les sous-marins et autres bâtiments submersibles peuvent être requis de passer en surface et d'arborer leur pavillon, à l'exception des cas où :

- a) ils ont donné à l'Etat riverain notification préalable de leur passage et,
- b) la demande en ayant été faite par l'Etat riverain, ils n'empruntent que les couloirs de navigation désignés par l'Etat riverain à cet effet.]

Article 16 (1)

22) Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie, Malaisie, Maroc, Philippines et Yémen

[L'Etat riverain peut exiger que le passage dans sa mer territoriale de navires étrangers à propulsion nucléaire ou transportant des armes nucléaires soit notifié à ses autorités compétentes ou autorisé par elles, conformément à la réglementation en vigueur dans ledit Etat.]

51) Fidji

[Les navires-citernes et les navires transportant des substances ou des matériaux radioactifs ou tout autre produit de nature dangereuse ou nocive peuvent être requis de donner à l'Etat riverain notification préalable de leur passage et de n'emprunter que les couloirs de navigation que l'Etat riverain pourrait désigner à cet effet.]

Article 16 (2)

51) Fidji

[Aux fins du présent article, le terme "navire-citerne" s'applique à tout navire utilisé pour le transport en vrac à l'état liquide des hydrocarbures, du gaz naturel ou de tout autre produit hautement inflammable, explosible ou polluant.]

Article 16 (3)

22) Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie, Malaisie, Maroc, Philippines et Yémen

[L'Etat riverain peut assujettir le passage dans sa mer territoriale de navires étrangers transportant des substances nucléaires ou tout autre produit pouvant constituer un danger pour l'Etat riverain ou polluer gravement le milieu marin aux conditions suivantes ou à certaines d'entre elles et exiger :

- a) Que le passage soit préalablement notifié à ses autorités compétentes;
- b) Que les risques que comporte un tel transport soient couverts par une assurance ou un certificat de garantie internationaux;
- c) Que les navires empruntent les routes de navigation qu'il désigne.]

Article 16 (4)

22) Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie, Malaisie, Maroc, Philippines et Yémen

[Les dispositions du paragraphe 1 ne portent pas atteinte aux accords auxquels l'Etat riverain peut être partie.]

Article 17

22) Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie, Malaisie, Maroc, Philippines et Yémen

[L'Etat riverain peut exiger que le passage dans sa mer territoriale de navires étrangers effectuant des recherches sur le milieu marin soit préalablement notifié à ses autorités compétentes, conformément à la réglementation en vigueur dans ledit Etat.]

51) Fidji

[Les bâtiments de la recherche océanographique et de levé hydrographique peuvent être requis de donner à l'Etat riverain notification préalable de leur passage et de n'emprunter que les couloirs de navigation que l'Etat riverain pourrait désigner à cet effet.]

Article 18

[Pendant leur passage dans la mer territoriale, les navires étrangers effectuant des recherches sur le milieu marin ne peuvent effectuer aucune opération de recherche scientifique ou aucun levé hydrographique sans l'autorisation expresse de l'Etat riverain.]

[Pendant leur passage dans la mer territoriale, les navires étrangers de recherche océanographique et de levé hydrographique ne peuvent effectuer aucune opération de recherche ou de levé sans l'autorisation préalable de l'Etat riverain.]

Article 19 (1)

[L'Etat riverain qui établit des couloirs de navigation en vertu des dispositions de la présente Sous-Section peut aussi prescrire pour la régulation du passage des navires empruntant ces couloirs, des systèmes de séparation du trafic, y compris des systèmes de séparation en profondeur.]

Article 19 (2)

[L'Etat riverain peut de temps à autre, après l'avoir annoncé de façon appropriée, remplacer par d'autres couloirs tous couloirs de navigation qu'il aurait désignés antérieurement en vertu des dispositions (de la présente Sous-Section).]

Article 19 (3)

[Lorsqu'il établit des couloirs de navigation et prescrit des systèmes de séparation du trafic en vertu des dispositions (de la présente Sous-Section), l'Etat riverain tient compte :

- a) des recommandations des organisations internationales compétentes;
- b) de tous chenaux utilisés habituellement en navigation maritime internationale;
- c) des caractéristiques particulières de certains chenaux;
- d) des caractéristiques particulières de certains navires.]

22) Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie, Malaisie, Maroc, Philippines et Yémen

51) Fidji

51) Fidji

51) Fidji

51) Fidji

Article 19 (4)

51) Fidji

[L'Etat riverain délimite de façon claire tous couloirs de navigation établis par lui en vertu des dispositions du présent article et les indique sur des cartes marines qu'il fait connaître de façon appropriée.]

Article 20

22) Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie,
Malaisie, Maroc, Philippines et
Yémen

[Afin d'accélérer le passage, l'Etat riverain doit éviter que la procédure de notification mentionnée dans différents articles de la présente section ne cause un retard injustifié.]

51) Fidji

[Afin de faciliter le passage des navires dans sa mer territoriale, l'Etat riverain doit veiller à ce que les procédures de notification prévues par le présent article ne soient pas de nature à causer un retard injustifié.]

Sous-section C. Navires d'Etat autres que les navires de guerre

A

Article 21

22) Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie,
Malaisie, Maroc, Philippines et Yémen;
51) Fidji

[Les règles prévues aux sous-sections A et B de la présente section s'appliquent également aux navires d'Etat affectés à des fins commerciales.]

Article 22 (1)

22) Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie,
Malaisie, Maroc, Philippines et Yémen

1. [Les règles prévues aux articles 11, 16 (1), 16 (3) a) et c), 17 et 20 de la sous-section B]

51) Fidji

[Les règles prévues à la section I et à la sous-section B de la section II]

22) Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie,
Malaisie, Maroc, Philippines et Yémen;
51) Fidji

2. [s'applique aux navires d'Etat affectés à des fins non commerciales.]

Article 22 (2)

22) Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie,
Malaisie, Maroc, Philippines et Yémen

1. [Avec les exceptions indiquées dans les dispositions auxquelles renvoie le paragraphe 1 du présent article]

51) Fidji

[Avec les exceptions indiquées au paragraphe 1 du présent article ou à l'article 25 de la présente série d'articles]

22) Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie,
Malaisie, Maroc, Philippines et Yémen;
51) Fidji

2. [Aucune disposition des présents articles ne porte atteinte aux immunités dont jouissent ces navires en vertu (des dispositions) desdits articles ou des autres règles du droit international.]

Article premier

37) Malte

1. Les règles énoncées dans les articles qui précèdent s'appliquent également aux bâtiments d'Etat exploités à des fins commerciales./ 1/
2. Les règles énoncées dans les articles qui précèdent s'appliquent également aux bâtiments d'Etat exploités à des fins non commerciales./ 1/
3. A l'exception des dispositions énoncées dans le paragraphe précédent, aucune disposition des présents articles ne porte atteinte aux immunités dont jouissent les bâtiments d'Etat exploités à des fins non commerciales, en vertu desdits articles ou des autres règles du droit international./ 2/

1/ Les "articles qui précèdent" sont les articles 20 à 27, qui figurent dans la sous-section A des sections I et II ci-dessus à titre de variante.

2/ Voir les articles 21 et 22 de la Convention de 1958 sur la mer territoriale.

Sous-Section D. Navires de guerre

Article 23 (1)

51) Fidji

[Aux fins du présent article, l'expression "navire de guerre" désigne un navire appartenant à la marine de guerre d'un Etat et portant les signes extérieurs distinctifs des bâtiments militaires de sa nationalité. Le commandant doit être au service de cet Etat, son nom doit figurer sur la liste des officiers de la flotte militaire, et l'équipage doit être soumis aux règles de la discipline militaire.]

Article 23 (2)

51) Fidji

[Les règles prévues à la Section I des présents articles s'appliquent aux navires de guerre.]

1
64
1

Article 23 (3)

22) Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie,
Malaisie, Maroc, Philippines et
Yémen

[L'Etat riverain peut exiger que le passage de navires de guerre étrangers dans sa mer territoriale soit préalablement notifié à ses autorités compétentes ou autorisé par elles, conformément à la réglementation en vigueur dans ledit Etat.]

43) Chine

[L'Etat riverain peut, conformément aux lois et règlements par lui édictés, exiger que les navires militaires étrangers, avant de passer dans la mer territoriale, en informent ses autorités compétentes ou obtiennent l'autorisation de celles-ci.]

Article 23 (4)

22) Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie,
Malaisie, Maroc, Philippines et
Yémen

[Les navires de guerre étrangers qui exercent le droit de passage inoffensif doivent se conformer aux lois et règlements édictés par l'Etat riverain en conformité avec les présents articles et les autres règles du droit international; ils ne doivent accomplir aucun acte n'ayant pas de rapport direct avec le passage et doivent notamment s'abstenir :

- a) De procéder à des exercices ou à des manoeuvres comportant l'emploi d'armes d'aucune sorte;
- b) De placer l'équipage aux postes de combat;
- c) De faire voler leurs aéronefs;
- d) De se livrer à des manoeuvres d'intimidation ou à un déploiement de forces;
- e) D'effectuer des opérations de recherche d'aucune sorte.]

37) Malte

[Les bâtiments de guerre étrangers exerçant le droit de passage dans une zone d'espace marin adjacente à la côte d'un Etat, n'excédant pas une largeur de douze milles marins, mesurée à partir de la ligne de base applicable, ne feront pas survoler cette zone par leurs aéronefs et ne feront pas de tirs, ne se livreront à aucune opération de recherche ou de rassemblement de renseignements, ou à aucune autre forme d'activité jugée inamicale par l'Etat riverain; ils n'exerceront leur droit de passage que dans la mesure où celui-ci n'entrave pas la navigation d'autres bâtiments.]

51) Fidji

[Les navires de guerre étrangers qui exercent le droit de passage inoffensif ne doivent pas, dans la mer territoriale :

- a) procéder à d'autres manoeuvres que celles qui sont en rapport direct avec le passage; ni
- b) entreprendre aucune activité de levé hydrographique ou de recherche océanographique.]

Article 23 (5)

22) Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie,
Malaisie, Maroc, Philippines, Yémen

[Les navires de guerre étrangers qui exercent le droit de passage inoffensif peuvent être requis d'emprunter certaines routes désignées à cette fin par l'Etat riverain.]

37) Malte

[Sous réserve des dispositions des 1/, l'Etat riverain peut délimiter avec précision des zones qui seront fermées aux bâtiments de guerre étrangers pour des raisons de sécurité nationale.]

Article 23 (6)

37) Malte

[L'Etat riverain peut prendre les mesures qui s'imposent pour contraindre à faire surface à un submersible non identifié qui se dissimule dans la mer ou s'est posé sur le fond marin.]

1/ C'est-à-dire des dispositions des articles 36 et 37 de la proposition maltaise relative au passage par des détroits qui servent à la navigation internationale.

Article 23 (7)

22) Chypre, Espagne, Grèce, Indonésie,
Malaisie, Maroc, Philippines et Yémen

[Au cas où un navire de guerre n'observerait pas les règles de l'Etat riverain sur le passage dans la mer territoriale et ne tiendrait pas compte de l'invitation qui lui serait adressée de s'y conformer, l'Etat riverain peut exiger la sortie du navire hors de la mer territoriale.]

51) Fidji

[En cas d'inobservation par un navire de guerre des lois et règles de l'Etat riverain concernant le passage dans la mer territoriale ou des dispositions du paragraphe 3 du présent article, et faute par ce navire de tenir compte de l'invitation qui lui serait adressée de s'y conformer, l'Etat riverain peut suspendre l'exercice du droit de passage de ce navire de guerre et exiger sa sortie hors de la mer territoriale pour la route de navigation qu'il lui désignera. Outre cette suspension de l'exercice du droit de passage, l'Etat riverain peut interdire le passage de ce navire de guerre dans la mer territoriale pour la période qu'il fixera.]

37) Malte

[L'Etat riverain peut inviter un bâtiment de guerre étranger à quitter son espace marin national si ce bâtiment ne se conforme pas aux dispositions des articles qui précèdent et passe outre à la demande qui lui est adressée de s'y conformer.]

Article 23 (8)

51) Fidji

[À l'exception des dispositions prévues dans le présent article et à l'article 25, aucune disposition des présents articles ne porte atteinte aux immunités dont jouissent les navires de guerre en vertu desdits articles ou des autres règles du droit international.]

Article 24

37) Malte

/Des infractions graves et réitérées aux dispositions de ces articles et à celles de l'article 42 relatif à l'exercice du droit de passage des bâtiments de guerre peuvent être portées par l'Etat riverain à l'attention des institutions internationales de l'espace marin./ 1/

1/ L'article 42 de la proposition de Malte est conçu comme suit :

1. Les bâtiments de guerre étrangers traversant des détroits dont la largeur est inférieure à 24 milles marins qui servent ou peuvent servir à la navigation internationale doivent :

- a) Se conformer aux dispositions de l'article 34 de la présente Convention;
- b) Observer les règlements qui pourraient être adoptés par l'Etat riverain en vertu de l'article 37 de la présente Convention;
- c) Prendre des précautions rigoureuses pour éviter des accidents de navigation et pour prévenir tous dommages au milieu marin et aux installations hors-côte.

2. Les bâtiments de guerre étrangers qui traversent les détroits dont la largeur est inférieure à 24 milles marins sont exonérés de toute taxe qui pourrait être perçue en vertu de l'article 40, par. 2, de la présente Convention.

Sous-section E. Responsabilité des navires d'Etat

Article 25

51) Fidji

[Si l'inobservation, par un navire de guerre ou par tout autre navire d'Etat affecté à des fins non commerciales, de l'une quelconque des lois ou des règles de l'Etat riverain concernant le passage dans la mer territoriale ou de l'une quelconque des dispositions des présents articles ou des autres règles du droit international cause un dommage quelconque à l'Etat riverain, y compris son environnement, ses équipements et ses installations ou autres biens, ou à l'un quelconque des navires de son pavillon, la responsabilité en est portée par l'Etat du pavillon arboré par le navire qui a causé le dommage.]

Sous-section F. Survol

Article 26 (1)

37) Malte

Dans une bande d'espace marin adjacente à sa côte et dont la largeur ne dépasse pas 12 milles marins à partir de la ligne de base applicable, l'Etat riverain peut, en dehors des mesures envisagées dans l'article précédent :

- a) Exiger qu'avis lui soit donné trois jours à l'avance de tout survol par des appareils militaires étrangers;
- b) Exiger que le survol soit continu et rapide;
- c) Empêcher tout survol qu'il estime porter sérieusement atteinte en ce qui le concerne à la paix, au bon ordre et à la sécurité;
- c) Sans pratiquer de discrimination entre les appareils étrangers, suspendre temporairement l'exercice du droit de survol par des appareils étrangers au-dessus de zones déterminées si cette suspension est essentielle pour assurer sa sécurité./

- 70 -

Article 26 (2)

37) Malte

L'Etat ou les Etats riverains ne peuvent prendre des mesures pour empêcher ou suspendre le survol de détroits dont la largeur est inférieure à 24 milles marins et qui sont, ou peuvent être, utilisés pour la navigation internationale que dans le cas d'une crainte raisonnable d'une menace grave et imminente à sa ou à leur sécurité. Les mesures prises par l'Etat ou les Etats riverains sont notifiées immédiatement aux institutions internationales compétentes et elles prennent fin à l'expiration de 30 jours à moins que les institutions ne consentent à ce que de telles mesures soient appliquées./

Article 27 (1)

37) Malte

Les appareils militaires étrangers exerçant le droit de survol au-dessus d'une bande d'espace marin national dont la largeur ne dépasse par 12 milles marins à partir de la ligne de base applicable s'abstiennent de se livrer à des exercices d'utilisation de leurs armes, à des manoeuvres d'intimidation ou à des opérations de recherche ou de rassemblement de renseignements ou à des activités que l'Etat riverain estime inamicales; ils n'exercent pas le droit de survol d'une manière susceptible de gêner ou de mettre en péril le passage des appareils commerciaux./

Article 27 (2)

37) Malte

L'Etat riverain peut exiger qu'un appareil militaire étranger, qui ne se conforme pas aux dispositions du paragraphe précédent, quitte immédiatement l'espace aérien qui relève de sa juridiction.

Article 28 (1)

37) Malte

L'Etat riverain peut établir au-dessus d'une bande d'espace marin national adjacente à sa côte et dont la largeur ne dépasse pas 100 milles marins des zones exactement délimitées d'espace aérien fermées aux appareils militaires étrangers pour des raisons de sécurité nationale. De telles zones sont établies en tenant dûment compte de l'exercice normal du droit de survol. Les mesures établissant des zones aériennes fermées aux appareils militaires étrangers ne prennent effet que si elles sont notifiées aux institutions internationales compétentes et sont dûment publiées.

Article 28 (2)

37) Malte

Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 de l'article 26, la disposition du paragraphe précédent ne porte pas atteinte à l'exercice du droit de survol au-dessus de détroits qui sont ou peuvent être utilisés pour la navigation aérienne.

4. DETROITS SERVANT A LA NAVIGATION INTERNATIONALE^{*/}

4.1 Passage inoffensif

Note :

i) Les projets d'articles sur la navigation dans la mer territoriale, y compris les détroits servant à la navigation internationale, présentés par Chypre, l'Espagne, la Grèce, l'Indonésie, la Malaisie, le Maroc, les Philippines et le Yémen (22) ont été reproduits dans le texte composé sous la rubrique 2.4 (passage inoffensif dans la mer territoriale). Les projets d'articles ont trait aussi aux détroits servant à la navigation internationale qui d'après ces articles font partie de la mer territoriale.

ii) Le paragraphe 3 de la partie A de la Déclaration de l'OUA sur les questions relatives au droit de la mer dispose que "Les Etats africains, compte tenu de l'importance de la navigation internationale dans les détroits utilisés à cette fin, approuvent, en principe, le régime du passage inoffensif dans les détroits en question, mais reconnaissent que le régime demande à être précisé."

Article 1

39) Italie

Le transit et le survol sont réglés par les dispositions relatives au passage inoffensif dans les détroits qui sont caractérisés par :

- 1) une largeur non supérieure à 6 milles;
- 2) le fait de baigner des côtes appartenant au même Etat, et
- 3) la proximité d'autres routes de liaison entre les parties de mer que ces détroits mettent en communication.

^{*/} Voir aussi 2.4 (Passage inoffensif dans la mer territoriale) et 16 (Archipels).

4.2 Autres questions connexes, y compris la question du droit de transit

A

Article 1 (1)

- | | |
|---------------------------------|--|
| 4) EUA;(9) URSS;
(39) Italie | 1. / Dans les détroits/ |
| 4) EUA;(9) URSS | 2. / Utilisés pour la navigation internationale/ |
| 9) URSS | 3. / Entre une partie de la haute mer et une autre partie de la haute mer/ |
| 4) EUA | / Entre une partie de la haute mer et une autre partie de la haute mer
ou la mer territoriale d'un Etat étranger, / |
| 39) Italie | / mettant en communication deux parties de la haute mer ou une partie
de la haute mer avec la mer territoriale d'un Etat étranger, / 1/ |
| 9) URSS | 4. / tous les navires en transit/ |
| 4) EUA | / tous les navires et tous les aéronefs en transit/ |
| 39) Italie | / tous les navires et tous les aéronefs/ |
| 9) URSS | / jouissent de la même liberté de navigation/ |
| 4) EUA;(39) Italie | 5. / jouissent de la même liberté de navigation et de survol/ |
| 9) URSS | 6. / aux fins de passage à travers les détroits/ |
| 4) EUA;(39) Italie | / aux fins du passage à travers les détroits et au-dessus d'eux/ |
| 4) EUA; URSS | 7. / qu'en haute mer/ |
| 39) Italie | / existant dans la haute mer/ |

1/ Le paragraphe a) du projet d'article italien s'entend sous réserve des dispositions du paragraphe b), dont le texte est conçu comme suit : "Le transit et le survol sont réglés par les dispositions relatives au passage inoffensif dans les détroits qui sont caractérisés par :

- 1) Une largeur non supérieure à 6 milles;
- 2) Le fait de baigner des côtes appartenant au même Etat;
- 3) La proximité d'autres routes de liaison entre les parties de mer que ces détroits mettent en communication."

Article 1 (2)

4) EUA 1. Les Etats riverains peuvent désigner des couloirs convenant pour le passage de tous les navires et de tous les aéronefs à travers ces détroits et au-dessus d'eux./

9) URSS [Les Etats riverains peuvent, dans les détroits de faible largeur, fixer des couloirs convenant pour le passage de tous les navires à travers ces détroits.]

39) Italie Les Etats riverains peuvent indiquer des couloirs appropriés dans lesquels doit s'exercer le transit à travers les détroits et au-dessus d'eux.

4) EUA 2. [Dans le cas de détroits dans lesquels des chenaux déterminés de navigation sont habituellement utilisés par les navires en transit],

9) URSS [Dans les détroits où les navires en transit utilisent habituellement des chenaux de navigation : éciaux,]

4) EUA 3. [les couloirs, pour ce qui est des navires, suivront le tracé de ces chenaux.]

9) URSS [les couloirs suivront le tracé de ces chenaux.]

Article 2

9) URSS [La liberté de navigation prévue dans l'article 1 aux fins de passage à travers les détroits s'exerce conformément aux dispositions suivantes :]

[a) Les navires empruntant les détroits doivent prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter toute menace à la sécurité des Etats riverains des détroits, et en particulier les navires de guerre empruntant les détroits ne doivent pas, dans la zone des détroits, procéder à des exercices ou à des tirs quelconques, utiliser des armes de type quelconque, faire décoller leurs aéronefs ou effectuer d'autres opérations de ce genre sans rapport avec le passage à travers les détroits;]

Article 2 (suite)

[b) Les navires empruntant les détroits doivent respecter rigoureusement les règlements internationaux concernant la prévention des collisions de navires ou d'autres accidents et, dans les détroits où il est prévu que le mouvement des navires s'effectue dans deux sens, ils doivent respecter rigoureusement la ligne de séparation du trafic. Ils doivent en outre s'abstenir de toute manoeuvre injustifiée;]

[La liberté de transit doit être exercée de façon à éviter toutes entraves (non nécessaires) au trafic.] /Voir aussi 37), Malte, Articles 37 2) a) et 41/

[c) Les navires empruntant les détroits sont tenus de prendre des mesures de précaution afin d'éviter de polluer les eaux et le littoral des détroits ou de causer tout autre préjudice aux Etats riverains des détroits;] /Voir aussi 37), Malte, article 41/

[d) Le préjudice qui pourrait être causé aux Etats riverains des détroits par suite du transit de navires donne lieu à réparation par l'Etat dont le navire qui a causé le dommage bat pavillon, ou par les personnes juridiques se trouvant sous sa juridiction ou agissant en son nom;] /Voir aussi 37), Malte, Article 41/

[e) Aucun Etat n'a le droit d'interrompre ou de suspendre le passage des navires à travers les détroits, de prendre des mesures entravant le passage des navires et d'exiger l'arrêt des navires empruntant les détroits ou la communication de tel ou tel renseignement par ces navires.] /Voir aussi 37) Malte, Articles 36 et 37/

3. [Les dispositions du présent article :

- a) S'appliquent aux détroits qui sont recouverts par les eaux territoriales d'un ou de plusieurs Etats riverains;
- b) Ne préjugent pas les droits souverains des Etats riverains sur la surface et le sous-sol du fond, ainsi que sur les ressources vivantes et sur les ressources minérales des détroits;

Article 2 (suite)

c) Ne préjugent pas le régime juridique des détroits où le passage est réglementé par des accords internationaux qui concernent spécialement ces détroits.]

[Les dispositions du présent article sont sans préjudice des conventions ou d'autres accords internationaux déjà en vigueur ayant trait spécifiquement à des détroits déterminés.]

4) EUA

Article 3

[1. Dans les détroits dont l'espace aérien est utilisé pour le passage d'aéronefs étrangers entre une partie de la haute mer et une autre partie de la haute mer, tous les aéronefs jouiront de la liberté de survol au-dessus des détroits, comme dans l'espace aérien au-dessus de la haute mer. Les Etats riverains peuvent désigner des couloirs aériens spéciaux convenant pour le vol des aéronefs, fixer l'altitude de vol dans différentes directions et donner des instructions concernant les radio-communications avec les aéronefs.]

9) URSS

[2. La liberté de survol prévue dans le présent article pour le passage des aéronefs au-dessus des détroits s'exerce conformément aux dispositions suivantes :]

[a) Les aéronefs en transit prendront les mesures nécessaires pour ne pas violer les limites des couloirs aériens et de l'altitude de vol au-dessus des détroits telles qu'elles sont fixées par les Etats riverains et pour éviter le survol du territoire de l'Etat riverain, pour autant que le couloir établi par l'Etat riverain ne prévoie pas un tel survol;]

[b) Les aéronefs en transit devront prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter toute menace à la sécurité des Etats riverains et, en particulier, les aéronefs militaires ne devront pas, dans la zone des détroits, procéder à des exercices ou à des tirs quelconques, utiliser des armes de type quelconque, procéder à des prises de vues photographiques ou cinématographiques, au survol de navires, à des vols en piqué ou au ravitaillement en combustible, ou effectuer d'autres opérations de ce genre sans rapport avec le passage au-dessus des détroits;]

Article 3 (suite)

9) URSS

[c) Le préjudice qui pourrait être causé aux Etats riverains par suite du passage d'aéronefs au-dessus des détroits donnera lieu à réparation par l'Etat auquel appartient l'aéronef ayant causé le préjudice, ou par les personnes juridiques se trouvant sous sa juridiction ou agissant en son nom;]

[d) Aucun Etat n'a le droit d'interrompre ou de suspendre le passage d'aéronefs étrangers dans l'espace aérien au-dessus des détroits, effectué conformément au présent article.]

[3. Les dispositions du présent article :]

[a) S'appliquent au passage des aéronefs au-dessus des détroits recouverts par les eaux territoriales d'un ou plusieurs Etats riverains;]

[b) Ne préjugent pas le régime juridique des détroits dont le survol est réglementé par des accords internationaux qui concernent spécialement ces détroits.]

OU B (variante des articles premier à 3 ci-dessus)

Article 1

37) Malte

[1. Le passage par des détroits dont la largeur dépasse vingt-quatre milles marins et qui servent ou peuvent servir à la navigation internationale ne peut être suspendu].

37) Malte

[2. Sous réserve des dispositions des articles 21, 22 et 23^{1/}, l'Etat riverain ne doit pas entraver le passage par des détroits dont la largeur dépasse vingt-quatre milles et qui servent ou peuvent servir à la navigation internationale;]
[Voir aussi 9), URSS. Article 2 1) e)]

1/ Note : Articles 21, 22 et 23 de la proposition de Malte, dont le texte est comme suit :

Article 21

L'Etat riverain ne doit entraver d'aucune manière l'exercice du droit de passage dans son espace marin national lorsque ce passage obéit aux normes et règles générales et non discriminatoires régissant la navigation, qui pourraient être adoptées par les Institutions internationales de l'espace marin ou qui sont énoncées dans des conventions multilatérales ratifiées par des nombreux pays.

Article 22

En l'absence de normes et règles pertinentes adoptées par les Institutions internationales de l'espace marin ou contenues dans des conventions multilatérales ratifiées par de nombreux pays, l'Etat riverain peut édicter des règlements raisonnables et non discriminatoires concernant la navigation dans son espace marin national, notamment en matière de sécurité et de trafic maritime, de transport maritime et de prévention de la pollution.

Article 23

1. Les bâtiments étrangers qui exercent leur droit de passage doivent se conformer a) aux règles et règlements applicables à la navigation, adoptés par les Institutions internationales de l'espace marin ou édictés par l'Etat riverain, ou encore contenus dans des conventions multilatérales ratifiées par de nombreux pays; b) aux règlements douaniers, fiscaux, sanitaires et d'immigration de l'Etat riverain auxquels les Institutions internationales de l'espace marin ont donné une publicité suffisante.

2. Les bâtiments de pêche étrangers ainsi que les bâtiments étrangers qui transforment les produits de la pêche exerçant leur droit de passage doivent se conformer aux lois et règlements que l'Etat riverain peut édicter et publier par les soins des Institutions internationales de l'espace marin en vue d'interdire à ces bâtiments de se livrer à la pêche ou à la transformation des produits de la pêche dans l'espace marin national.

Article 2

[1. L'Etat riverain ne doit pas entraver le passage par des détroits dont la largeur est inférieure à vingt-quatre milles qui servent ou peuvent servir à la navigation internationale, sous la seule réserve des dispositions du paragraphe ci-après et de l'article 38.]
[Voir aussi 9) URSS, Articles 2 1) e)]

[2. Dans le cas des détroits dont la largeur est inférieure à vingt-quatre milles marins, qui servent ou peuvent servir à la navigation internationale, l'Etat ou les Etats riverains peuvent subordonner le passage aux conditions suivantes :]

[a) Ils peuvent exiger que les bâtiments se conforment aux plans obligatoires de navigation prévoyant une distance minimale entre les bâtiments, respectent les couloirs de navigation désignés de manière à assurer la sécurité et, le cas échéant, se conforment aux limites de tirant d'eau répondant aux exigences de la sécurité;]
[Voir aussi 9) URSS, Articles 2 1) b)]

[b) Ils peuvent exiger que le passage soit ininterrompu et rapide;]

[c) Ils peuvent exiger, lorsque le passage est dangereux, que les bâtiments en transit fassent appel à des pilotes désignés par l'Etat riverain;]

[d) Ils peuvent exiger que le passage de submersibles étrangers ou de bâtiments de guerre étrangers soit subordonné à un préavis de trois jours. En outre, l'Etat riverain peut :]

[i) prendre les mesures qui s'imposent pour contraindre à faire surface un submersible non identifié qui se dissimule dans le détroit;]

[ii) dans le cas de bâtiments qui se dirigent vers les eaux intérieures, prendre les mesures nécessaires pour empêcher toute infraction aux conditions auxquelles est subordonné l'accès de ces bâtiments auxdites eaux.]

Article 2 (suite)

37) Malte

[3. Les mesures prises par l'Etat riverain en vertu des alinéas a), b), c) et d) du paragraphe qui précède ne doivent avoir aucun caractère discriminatoire et ne peuvent prendre effet avant d'être notifiées aux Institutions internationales de l'espace marin et dûment publiées.]

[4. Les Institutions internationales de l'espace marin peuvent recommander à l'Etat riverain d'abroger ou de modifier les mesures qu'elles jugent discriminatoires ou déraisonnables ou qui, à leur avis, constituent une entrave inutile à la navigation. En cas de désaccord persistant entre les Institutions internationales de l'espace marin et l'Etat riverain, l'affaire est portée devant la Cour maritime internationale, dont la décision liera les parties.]

Article 3

[L'Etat ou les Etats riverains ne peuvent prendre de mesures visant à empêcher ou à suspendre le passage par des détroits dont la largeur est inférieure à 24 milles marins qui servent ou peuvent servir à la navigation internationale, que s'il y a dûment lieu de redouter une menace grave et imminente à sa ou à leur sécurité. Ces mesures doivent être notifiées aux Institutions internationales de l'espace marin. Elles viennent à expiration trente jours après cette notification si elles ne rencontrent pas l'agrément de ces Institutions.]

Article 4

[1. L'Etat ou les Etats riverains sont tenus de prendre des mesures efficaces pour assurer et faciliter la navigation par les détroits servant à la navigation internationale dont la largeur est inférieure à vingt-quatre milles marins.]

[2. L'inobservation des dispositions du paragraphe qui précède engage la responsabilité juridique. En cas d'accidents provoqués par l'inobservation de ces dispositions, la Cour maritime internationale statue sur les demandes d'indemnisation pour les préjudices causés aux personnes, ou pour les pertes ou dommages causés aux bâtiments ou aux cargaisons.]

Article 5

[1. L'Etat ou les Etats riverains ne peuvent pas percevoir de taxes ou de droits de passage sur les bâtiments, leur cargaison, leurs équipages ou leurs passagers, lorsqu'ils exercent leur droit de passage par les détroits servant à la navigation internationale.]

[2. Néanmoins, lorsqu'un détroit servant à la navigation internationale et dont la largeur est inférieure à 24 milles marins :]

[a) requiert des travaux de dragage, l'installation et l'entretien d'aides à la navigation ou l'adoption d'autres mesures pour assurer ou faciliter un passage sans danger, ou,]

[b) lorsque le passage de certains types ou catégories de bâtiments peut, en cas d'accident, provoquer la perte de nombreuses vies humaines ou porter une grave atteinte aux activités économiques ou au milieu marin de la région;]

[l'Etat ou les Etats riverains peuvent prier les institutions internationales de l'espace marin de fixer une taxe-équitable qui sera acquittée sans discrimination par tous les bâtiments ou par tous les bâtiments appartenant à la catégorie ou au type considéré, selon le cas, qui utilisent le détroit.]

[3. La taxe mentionnée dans le paragraphe qui précède sera perçue par l'Etat ou les Etats riverains et les sommes ainsi recueillies seront versées à un fonds géré par les institutions internationales de l'espace marin, dont les ressources seront employées pour assurer et faciliter le passage du détroit dans des conditions de sécurité satisfaisantes et pour indemniser l'Etat ou les Etats riverains pour tout préjudice ou dommage qu'ils pourraient subir du fait de l'exercice du droit de passage par des bâtiments étrangers.]

[4. La taxe versée par les bâtiments exerçant le droit de passage par des détroits d'une largeur inférieure à 24 milles marins est fixée par accords spéciaux entre les institutions internationales de l'espace marin et le ou les Etats intéressés.]

Article 6

37) Malte

[1. Les bâtiments exerçant le droit de passage par des détroits doivent prendre des précautions rigoureuses pour éviter les accidents de navigation et éviter de porter atteinte au milieu marin ou aux installations au large.]
[Voir aussi 9) URSS, Article 1 2) b) et e)]

[2. Les dommages dus à la négligence et causés par un bâtiment exerçant le droit de passage engagent la responsabilité de l'Etat du pavillon.]
[Voir aussi 9) URSS, Article 1 2) d)]

[3. Les tribunaux de l'Etat riverain sont compétents pour juger les affaires d'accidents de navigation et de dommages causés au milieu marin ou aux installations, qui résulteraient de la négligence dans l'exercice du droit de passage.]

Article 7

[1. Les bâtiments de guerre étrangers traversant des détroits dont la largeur est inférieure à 24 milles marins qui servent ou peuvent servir à la navigation internationale doivent :]

[a) se conformer aux dispositions de l'article 34^{1/} de la présente Convention;]

[b) observer les règlements qui pourraient être adoptés par l'Etat riverain en vertu de l'article 2 de la présente Convention;]

1/ Le texte de l'Article 34 de la proposition de Malte est conçu comme suit :

Article 34 : Les bâtiments de guerre étrangers exerçant le droit de passage dans une zone d'espace marin adjacente à la côte d'un Etat, n'excédant pas une largeur de douze milles marins, mesurée à partir de la ligne de base applicable, ne feront pas survoler cette zone par leurs aéronefs et ne feront pas de tirs, ne se livreront à aucune opération de recherche ou de rassemblement de renseignements, ou à aucune autre forme d'activité jugée inamicale par l'Etat riverain; ils n'exerceront leur droit de passage que dans la mesure où celui-ci n'entrave pas la navigation d'autres bâtiments.

Article 7 (suite)

37)- Malte

[c) prendre des précautions rigoureuses pour éviter des accidents de navigation et pour prévenir tous dommages au milieu marin et aux installations hors côte.]

[2. Les bâtiments de guerre étrangers qui traversent les détroits dont la largeur est inférieure à 24 milles marins sont exonérés de toute taxe qui pourrait être perçue en vertu de l'article 40, paragraphe 2, de la présente Convention.]

5. PLATEAU CONTINENTAL

5.1 Nature et portée des droits souverains des Etats riverains sur le plateau continental

5.2 Limite extérieure du plateau continental : critères applicables

Article 1 (1)

- | | | | |
|-----|------------------------------|----|---|
| 10) | Saint-Domingue : Déclaration | 1. | [Le plateau continental comprend] |
| 25) | Colombie, Mexique, Venezuela | | [Par plateau continental, on entend :] |
| 46) | Argentine | | [Le plateau continental comprend] |
| 10) | Saint-Domingue : Déclaration | 2. | [le lit de la mer et le sous-sol des régions sous-marines |
| 25) | Colombie, Mexique, Venezuela | | adjacentes aux côtes, mais situées au-delà de la mer |
| 42) | Tunisie et Turquie | | territoriale] |
| 46) | Argentine | | [le lit et le sous-sol des zones sous-marines adjacentes au |
| | | | territoire de l'Etat mais situées en dehors de la zone de la mer |
| | | | territoriale] |
| 10) | Saint-Domingue : Déclaration | 3. | [jusqu'à une profondeur de 200 mètres ou davantage jusqu'au point |
| | | | où la profondeur des eaux surjacentes permet l'exploitation |
| | | | des ressources naturelles desdites régions.] |
| 25) | Colombie, Mexique, Venezuela | | [jusqu'au rebord externe de la plate-forme continentale contigu |
| | | | aux bassins océaniques ou aux fonds abyssaux.] |
| 35) | URSS | | [dont la limite extérieure peut être fixée par l'Etat riverain |
| | | | au maximum à l'isobathe de 500 m; dans les régions où l'isobathe |
| | | | de 500 m se trouve à une distance inférieure à 100 milles marins |
| | | | des lignes de base appliquées pour délimiter les eaux territo- |
| | | | riales, l'Etat riverain peut faire coïncider la limite exté- |
| | | | rieure du plateau continental avec une ligne dont chaque point |
| | | | n'est pas distant de plus de 100 milles marins du point le plus |
| | | | proche de ces lignes de base.] |
| 46) | Argentine | | [jusqu'au bord inférieur externe de la marge continentale qui |
| | | | limite les plaines abyssales ou, quand ce bord est situé à une |
| | | | distance inférieure à 200 milles de la côte, jusqu'à cette |
| | | | dernière distance.] |

OU :

Article 1

43) Chine

[Conformément au principe selon lequel le plateau continental est le prolongement naturel du domaine terrestre, l'Etat riverain peut, compte tenu de ses conditions géographiques spécifiques, définir de façon rationnelle, au-delà de la mer territoriale ou de la zone économique, la largeur du plateau continental soumis à sa juridiction exclusive, dont les limites maximales sont déterminées par accord entre divers pays.]

Article 2

25) Colombie, Mexique, Venezuela

1. Par plateau continental, on entend aussi
2. [le fond de la mer et le sous-sol des zones sous-marines analogues, adjacentes aux côtes d'îles.] 1/

OU :

Article 2

38) Grèce

[Comme règle générale, les dispositions applicables à la détermination du plateau continental et des zones de juridiction nationale de la partie continentale de l'Etat sont applicables aux îles.]

1/ Une proposition d'amendement présentée par la Tunisie et la Turquie 42) tend à supprimer ce paragraphe, contenu dans le projet d'articles présenté par la Colombie, le Mexique et le Venezuela 25).

Article 3

[Dans les régions dépourvues de plateau continental, l'Etat riverain peut exercer, en ce qui concerne le fond marin, les droits qui s'appliqueraient au plateau continental, cela dans les limites prévues à l'Article 1 (1).] 1/

Article 4 (1)

[Dans la partie du plateau continental couverte par la mer patrimoniale, le régime juridique prévu pour ladite mer (zone économique) est applicable.]

Article 4 (2)

[En ce qui concerne la partie non couverte par la mer patrimoniale, le régime établi par le droit international pour le plateau continental est applicable.]

[L'Etat riverain a le droit de conserver, lorsque la prolongation naturelle de sa masse continentale s'étend au-delà de la (zone économique - mer patrimoniale), les droits souverains qu'il avait sur cette partie du fond de la mer et de son sous-sol en vertu du droit international avant l'entrée en vigueur de la présente convention : ces droits ne s'étendent pas au-delà du rebord externe de la marge continentale.]

Article 5

[La souveraineté de l'Etat riverain s'étend à sa plateau continental.]

Article 6

[Les droits de l'Etat riverain sur le plateau continental sont indépendants de l'occupation effective ou fictive, ainsi que de toute proclamation.]

1/ Les dispositions proposées par l'URSS pour la fixation de la limite extérieure du plateau continental figurent à 35) sous le point 5.2 dans le tableau comparatif provisoire des propositions, déclarations, documents de travail, etc. se rapportant aux sujets et questions renvoyés au Sous-Comité II.

35) URSS

10) Saint-Domingue : Déclaration
25) Colombie, Mexique, Venezuela

10) Saint-Domingue : Déclaration
25) Colombie, Mexique, Venezuela

45) Australie, Norvège

46) Argentine

46) Argentine

5.3 Question de la délimitation entre Etats : divers aspects en cause

Article 7 (1)

33) Turquie

/Lorsque les côtes de deux ou plusieurs Etats sont limitrophes ou se font face, la délimitation des frontières maritimes respectives est déterminée par voie d'accord entre lesdits Etats, conformément à des principes équitables, compte tenu de toutes les circonstances pertinentes./

OU :

43) Chine

/Dans le cas où des Etats adjacents ou opposés ont des plateaux contigus, la ligne de démarcation entre leurs zones de juridiction respectives dans lesdits plateaux continentaux est déterminée d'un commun accord entre ces Etats, au moyen de consultations menées sur un pied d'égalité./

Article 7 (2)

33) Turquie

1. /Durant les négociations menées en vue d'arriver à un accord, les Etats tiennent compte, entre autres, de circonstances spéciales telles que la configuration générale des côtes respectives, l'existence d'îles ou d'îlots d'un autre Etat et la structure physique et géologique de la zone marine en cause, y compris le fond et le sous-sol de cette zone./
2. /Les Etats ont recours aux méthodes envisagées à l'Article 33 de la Charte des Nations Unies ou à d'autres moyens et méthodes pacifiques qui leur sont ouverts, en vue de résoudre les différends qui peuvent surgir en cours de négociation./
3. /En l'absence de circonstances spéciales, il convient de tenir dûment compte des principes de la ligne médiane ou de l'équidistance lors de délimitation des frontières respectives./

5.4 Ressources naturelles du plateau continental

Article 8 (1)

10) Déclaration de Saint-Domingue;
25) Colombie, Mexique et Venezuela

[L'Etat riverain exerce des droits souverains sur le plateau continental aux fins de l'exploration de celui-ci et de l'exploitation de ses ressources naturelles.]

43) Chine

[Les ressources naturelles du plateau continental ... sont le patrimoine de l'Etat riverain.]

46) Argentine

[L'Etat riverain a souveraineté sur les ressources naturelles, renouvelables et non renouvelables, de son plateau continental.]

Article 8 (2)

Les ressources naturelles du plateau continental comprennent :

43) Chine

[Les richesses minérales du lit de la mer et du sous-sol ainsi que leurs ressources biologiques appartenant aux espèces sédentaires.]

46) Argentine

[Les ressources minérales et autres ressources non vivantes du lit de la mer et du sous-sol ainsi que les organismes vivants végétaux et les animaux qui appartiennent aux espèces sédentaires, c'est-à-dire ceux qui, au stade où ils peuvent être pêchés, sont soit immobiles sur le lit de la mer ou au-dessous de ce lit, soit incapables de se déplacer si ce n'est en restant constamment en contact physique avec le lit de la mer ou le sous-sol.]

Article 9

43) Chine

[L'Etat riverain peut édicter les lois et règlements de toute nature qui s'avèrent nécessaires pour soumettre le plateau continental à sa réglementation efficace.]

OU

Article 9 (1)

46) Argentine

[La prospection et l'exploration du plateau continental ainsi que l'exploitation de ses ressources naturelles sont soumises à la réglementation de l'Etat riverain, qui peut se réserver ou réserver à ses nationaux lesdites activités ou en permettre aussi l'exercice à des tiers, selon les dispositions de sa législation interne et les accords internationaux qu'il aura conclus à ce sujet.]

Article 9 (2)

46) Argentine

[La protection et la conservation des ressources renouvelables du plateau continental sont de même soumises à la réglementation de l'Etat riverain et aux accords que celui-ci aura conclus à ce sujet, compte tenu, s'il y a lieu, de la coopération à établir avec d'autres Etats et des recommandations des organismes techniques internationaux.]

Article 9 (3)

46) Argentine

[Il appartient aussi à l'Etat riverain d'édicter les mesures destinées à prévenir, à atténuer ou à éliminer toute contamination du plateau continental ou provenant de celui-ci, ainsi que la contamination de ses ressources naturelles, compte tenu de la coopération à établir avec d'autres Etats et des recommandations des organismes techniques internationaux.]

Article 10

43) Chine

[Dans le cas où des Etats adjacents ou opposés ont des plateaux contigus, ces Etats doivent, sur la base de la sauvegarde et du respect de leur souveraineté respective, mener les consultations nécessaires pour trouver une solution raisonnable aux problèmes tels que, notamment, l'exploitation et la réglementation des ressources naturelles dans les parties contiguës des plateaux continentaux.]

5.5 Régime des eaux surjacentes du plateau continental

Article 11

43) Chine

[Les eaux surjacentes au plateau continental situé en dehors de la mer territoriale, de la zone économique ou de la zone de pêche ne relèvent pas de la juridiction de l'Etat riverain.]

46) Argentine

[Les droits de l'Etat riverain sur le plateau continental ne portent pas atteinte au régime juridique des eaux surjacentes ni à celui de l'espace aérien correspondant.]

Article 12

43) Chine

[Le passage normal des navires ou des avions d'un Etat quelconque dans les eaux surjacentes au plateau continental ou dans l'espace aérien situé au-dessus de ces eaux ne doit pas être entravé.]

46) Argentine

[L'exercice des droits de l'Etat riverain sur le plateau continental ne doit pas causer d'entrave injustifiée à la liberté de navigation dans les eaux surjacentes et de survol dans l'espace aérien correspondant ni faire obstacle à l'utilisation des routes ordinaires indispensables à la navigation internationale.]

5.6 Recherche scientifique

Article 13

37) Malte

Chapitre IX (articles 63 à 75), qui porte sur la recherche scientifique dans "l'espace marin national". Voir également sur ce point le projet d'articles sur la recherche scientifique présenté par Malte et publié sous la cote A/AC.138/SC.III/L.34.

46) Argentine

/Il appartient à l'Etat riverain d'autoriser les activités de recherche scientifique dans le plateau continental, ledit Etat ayant le droit d'y participer et de recevoir les résultats. La réglementation que l'Etat riverain édictera à cet égard tiendra spécialement compte de l'intérêt qu'il y a à promouvoir et à faciliter de telles activités./

Note : Les articles ci-après concernent également le point 18 (Iles artificielles et installations).

Article ... (1)

43) Chine

[Si un autre pays veut poser des câbles et pipe-lines sous-marins sur le plateau continental de l'Etat riverain, il doit obtenir le consentement de celui-ci quant au tracé de ces câbles et pipe-lines.]

46) Argentine

[L'Etat riverain autorisera la pose de câbles et de pipe-lines sous-marins sur le plateau continental, sans autres restrictions que celles qui pourraient résulter de ses droits sur celui-ci.]

Article ... (2)

46) Argentine

[La mise en place de tout autre type d'installations par des Etats tiers ou leurs nationaux est soumise à l'autorisation de l'Etat riverain.]

Article ... (1)

46) Argentine

[L'Etat riverain a le droit de construire, d'entretenir ou de faire fonctionner dans ou sur le plateau continental les installations et autres dispositifs nécessaires à l'exercice de ses droits sur ledit plateau, ainsi que d'établir des zones de sécurité autour de ces dispositifs ou installations et de prendre dans ces zones les mesures nécessaires à leur protection. Les navires de toutes nationalités sont tenus de respecter ces zones de sécurité, qui peuvent s'étendre à une distance de 500 mètres autour des installations ou dispositifs.]

Article ... (2)

[La construction de toute installation ou de tout dispositif doit recevoir une publicité officielle et l'entretien des moyens permanents de signalisation nécessaire doit être assuré. Toute installation ne servant plus doit être enlevée par l'Etat riverain.]

8. HAUTE MER

8.4 Gestion et conservation des ressources biologiques

Article 10

15) Japon

[L'objectif des mesures de conservation est d'obtenir le rendement maximal possible des ressources halieutiques, de façon à assurer et maintenir un approvisionnement maximal en ressources alimentaires et autres produits provenant de la mer.]

Article 11 1)

11) Canada; 15) Japon

1. [L'Etat riverain]

11) Canada

2. [a un intérêt spécial et une responsabilité spéciale en ce qui concerne]

15) Japon

[est reconnu comme jouissant d'un statut spécial en ce qui concerne]

11) Canada

3. [la conservation des ressources biologiques de la mer adjacente à ses côtes.]

15) Japon

[la conservation des ressources halieutiques de ses eaux adjacentes.]

Article 11 2)

11) Canada

[L'Etat riverain doit jouir de l'autorité nécessaire pour gérer ces ressources d'une manière compatible avec son intérêt spécial et sa responsabilité spéciale.]

Article 12 1)

15) Japon

[L'Etat riverain a le droit de participer, sur un pied d'égalité, à toute enquête sur les ressources halieutiques qui est menée dans ses eaux adjacentes à des fins de conservation, que les espèces particulières en cause soient ou non pêchées effectivement par des ressortissants de cet Etat riverain.]

Article 12 2)

15) Japon

[Les Etats non riverains qui effectuent l'enquête doivent, à la demande de l'Etat riverain, communiquer à ce dernier les résultats de leurs enquêtes et recherches relatives aux espèces en question.]

Article 13

15) Japon

[A l'exception des mesures intérimaires, aucune mesure de conservation ne peut être adoptée en ce qui concerne une espèce quelconque de poisson sans le consentement de l'Etat riverain dont les ressortissants se livrent à la pêche de l'espèce particulière en question (ou de la majorité des Etats riverains lorsqu'il y en a trois ou davantage).]^{1/}

Article 14

15) Japon

[Un Etat riverain a en même temps l'obligation de prendre, en coopération avec les autres Etats, les mesures nécessaires pour maintenir la productivité des ressources halieutiques de ses eaux adjacentes à un niveau qui permette une utilisation efficace et rationnelle de ces ressources.]

OU :

1. [L'Etat riverain a un intérêt particulier au maintien de la productivité des]

25) Colombie, Mexique, Venezuela;

36) Equateur, Panama, Pérou;

47) Canada, Inde, Kenya, Madagascar, Sénégal et Sri Lanka

25) Colombie, Mexique, Venezuela;

47) Canada, Inde, Kenya, Madagascar, Sénégal et Sri Lanka

36) Equateur, Panama et Pérou

2. [ressources biologiques]

[ressources renouvelables]

[ressources intérimaires énoncées au

1/ Note : Les mesures intérimaires visées dans cet article sont les mesures intérimaires énoncées au paragraphe 6.1 de la proposition du Japon 15).

8.4 Gestion et conservation des ressources biologiques (suite)

Article 14 (suite)

25) Colombie, Mexique et Venezuela

36) Equateur, Panama et Pérou

47) Canada, Inde, Kenya, Madagascar, Sénégal
et Sri Lanka

47) Canada, Inde, Kenya, Madagascar, Sénégal
et Sri Lanka

3. [de la mer dans une zone adjacente à la mer patrimoniale]
[dans toutes les parties de la haute mer contiguë à la zone soumise à sa souveraineté et à sa juridiction]

[de la partie de la mer contiguë à sa zone exclusive de pêche.]

4. [et peut prendre les mesures propres à protéger cet intérêt.]

Article 15

15) Japon

[Dans les cas où les ressortissants d'un seul Etat se livrent exclusivement à la pêche d'une espèce particulière de poisson, cet Etat adopte, lorsque cela est nécessaire, des mesures appropriées de conservation. Dans les cas où les ressortissants de deux Etats ou plus se livrent à la pêche d'une espèce particulière de poisson, ces Etats, à la demande de l'un quelconque d'entre eux, négocient et concluent des arrangements prévoyant des mesures appropriées de conservation. Ces mesures de conservations sont adoptées en conformité des principes énoncés à]

Article 16

15) Japon

[Lorsque des Etats ont déjà adopté des mesures de conservation en ce qui concerne une espèce particulière de poisson qui est exploitée par leurs ressortissants, un Etat nouveau venu doit adopter de son côté des mesures de conservation aussi restrictives que les mesures en vigueur, jusqu'à ce que de nouveaux arrangements soient conclus entre tous les Etats intéressés.]

1/ Note : "... les principes énoncés à ...", c'est-à-dire les principes énoncés au paragraphe 2.3 de la proposition du Japon 15). Ces principes figurent dans les articles 17 à 22.

8.4 Gestion et conservation des ressources biologiques (suite)

Article 16 (suite)

Si les mesures de conservation qui sont en vigueur comprennent une limitation des prises ou quelque autre réglementation n'autorisant pas les ressortissants de l'Etat nouveau venu à se livrer à la pêche de l'espèce halieutique en cause, les Etats qui appliquent les mesures de conservation en vigueur entament immédiatement des négociations avec l'Etat nouveau venu en vue de conclure de nouveaux arrangements. En attendant la conclusion de ces arrangements, les ressortissants de l'Etat nouveau venu ne se livreront pas à la pêche de l'espèce en cause.]

Article 17

[Les Etats auront recours dans la mesure du possible aux organisations internationales ou régionales de pêche pour adopter des mesures appropriées de conservation.]

15) Japon

Article 18 1)

[Afin d'assurer la conservation des ressources pélagiques vivantes, l'Etat riverain ou l'organisation internationale appropriée applique les principes suivants :]

A.1. [Le nombre des prises autorisé... et d'autres mesures de conservation ...]

[les mesures de conservation]

2. [est déterminé et ... sont adoptées]

[doivent être adoptées]

3. [en vue de permettre, d'après les données les plus sûres, de maintenir ou de rétablir le rendement maximal possible, compte tenu des facteurs écologiques et économiques appropriés.]

[compte tenu des meilleurs renseignements scientifiques disponibles.]

15) Japon

8.4 Gestion et conservation des ressources biologiques (suite)

Article 18 1) (suite)

12) Etats-Unis

B. [A cet effet, il est communiqué et échangé, à intervalles réguliers, des renseignements scientifiques et des statistiques sur les prises et les autres activités, ainsi que toutes autres données pertinentes.]

12) Etats-Unis

C. [Les mesures de conservation restent en vigueur en attendant le règlement, effectué conformément aux dispositions pertinentes du présent article, de tout désaccord concernant leur validité.]

Article 18 2)

12) Etats-Unis

1. [Les mesures de conservation et leur application]

15) Japon

[Aucune mesure de conservation]

12) Etats-Unis

2. [n'on ni dans leur forme ni quant au fond d'effet discriminatoire]

15) Japon

[ne doit se traduire par une discrimination de forme ou de fait]

12) Etats-Unis

3. [à l'encontre de pêcheurs quels qu'ils soient.]

15) Japon

[entre les pêcheurs d'un Etat et ceux des autres Etats]

Article 19

15) Japon

[Si les Etats intéressés ne peuvent s'entendre sur l'évaluation des conditions caractérisant l'espèce à laquelle des mesures de conservation doivent être appliquées, ils demandent à un organisme international approprié ou à un autre tiers impartial d'entreprendre cette évaluation. Afin d'obtenir l'évaluation la plus juste possible des conditions caractérisant cette espèce, les Etats intéressés coopèrent à la mise en place d'institutions régionales pour des travaux d'enquête et de recherche sur les ressources halieutiques.]

8.4 Gestion et conservation des ressources biologiques (suite)

Article 20

15) Japon

[Les mesures de conservation sont déterminées, autant que possible, sur la base des prises admissibles estimées pour les diverses espèces de poissons. Ce principe n'empêche cependant pas d'arrêter des mesures de conservation sur d'autres bases dans les cas où, faute de données suffisantes, il n'est pas possible d'établir avec un degré raisonnable de précision une estimation des prises admissibles.]

Article 21

15) Japon

[Aucun Etat ne peut être exempté de l'obligation d'adopter des mesures de conservation pour le seul motif qu'il n'existe pas de données scientifiques suffisantes.]

Article 22

15) Japon

[Les mesures de conservation adoptées sont conçues de manière à gêner le moins possible les activités de pêche concernant des espèces de poissons qui, le cas échéant, ne sont pas soumises à de telles mesures.]

Article 23

15) Japon

[Les mesures de conservation et les données sur la base desquelles ces mesures sont adoptées font l'objet d'un réexamen à des intervalles appropriés.]

Article 24

11) Canada

[Les principes suivants sont applicables à la gestion des ressources biologiques de la mer : 1/

1/ Note : Dans le document de travail sur la gestion des ressources biologiques de la mer présenté par le Canada, il est indiqué (dans la partie IV sur les principes fondamentaux relatifs à la gestion par l'Etat riverain) que ces principes ont été élaborés en tenant compte tout particulièrement de la gestion des espèces côtières par l'Etat riverain dont l'autorité et les droits préférentiels seraient régis par ces principes, comme le serait également la participation d'autres Etats à des pêches particulières gérées par l'Etat riverain.

8.4 Gestion et conservation des ressources biologiques (suite)

Article 24 (suite)

- 1) Le rendement d'une pêche doit être réparti entre les participants selon une formule appropriée de façon que chaque participant puisse obtenir sa part dans les conditions les plus avantageuses.
- 2) L'accès aux lieux de pêche devrait être contrôlé selon une formule appropriée, de manière à assurer que la prise n'excède pas le produit biologique maximal et qu'elle n'exige pas d'investissements excessifs en capital et en main-d'oeuvre.
- 3) La gestion doit se conformer à des critères scientifiques et socio-économiques largement reconnus et acceptables sur le plan international.
- 4) La gestion devrait prévoir un contrôle sur le taux d'expansion de la pêche.
- 5) Tous les poissons capturés devraient être déclarés et utilisés.
- 6) La pêche pour la consommation humaine devrait en principe avoir priorité sur d'autres activités de pêche dont le produit doit être transformé en farine de poisson.
- 7) Tout régime de gestion d'un lieu de pêche en exploitation internationale doit accepter de faire rapport à la communauté internationale sur la manière dont il exerce cette gestion; il y a lieu de prévoir des procédures appropriées de règlement des différends.
- 8) Tous les pays ayant une part dans des pêcheries en exploitation internationale devraient coopérer avec l'autorité de gestion désignée.
- 9) La qualité des eaux océaniques doit être préservée.]

Article 25

[Pour maintenir la productivité des ressources et leur rendement en valeur, les principes scientifiques suivants doivent être observés :

- 1) Les groupes doivent être gérés comme des unités distinctes.

8.4 Gestion et conservation des ressources biologiques (suite)

Article 25 (suite)

- 2) L'exploitation des groupes unitaires doit être contrôlée de façon à porter au maximum la production de nouveaux groupes d'âge ou "recrues".
- 3) Chaque groupe d'âge d'une espèce, qui devient propre à être pêché, doit l'être au moment où sa contribution aux prises peut être la plus forte.]

Article 26 1)

[La pêche et la chasse marine en haute mer sont sujettes à des réglementations de caractère mondial ou régional.]

Article 26 2)

[Ces activités sont exercées selon des procédés et avec des moyens qui ne mettent pas en péril la conservation adéquate des ressources renouvelables de la haute mer.]

Article 27 1)

[La liberté de la pêche (dans les eaux situées au-delà de la limite extérieure de la mer patrimoniale) ne doit pas être illimitée ou exercée sans discrimination; elle doit faire l'objet d'une réglementation internationale appropriée, de préférence de portée universelle et d'acceptation générale.]

OU :

[La pêche dans l'espace marin international sera dûment réglementée pour interdire la pêche sans discrimination et toutes autres violations des règlements relatifs à la conservation des ressources halieutiques.]

Article 27 2)

[En attendant l'établissement d'une organisation internationale unifiée de la pêche, les Etats d'un espace marin donné peuvent constituer une commission régionale chargée de promulguer les règlements appropriés en matière de pêche et de conservation des ressources biologiques marines dans l'espace marin international. Les bateaux de pêche des Etats d'autres régions peuvent se livrer à des activités de pêche dans ledit espace marin, pourvu qu'ils se conforment aux règlements pertinents qui y sont en vigueur.]

36) Equateur, Panama et Pérou

36) Equateur, Panama et Pérou

107) Déclaration de Saint-Domingue

55) Chine

55) Chine

8.4 Gestion et conservation des ressources biologiques (suite)

Article 28 1)

(Ressources constituées par les espèces pélagiques
essentiellement migratrices)

47) Canada, Inde, Kenya, Madagascar,
Sénégal et Sri Lanka

[L'exploration, l'exploitation, la conservation et la mise en valeur des espèces de grands migrateurs au-delà des limites de la zone exclusive de pêche sont soumises aux règlements arrêtés par l'Autorité désignée à cet effet par la Conférence sur le droit de la mer.]

OU :

12) Etats-Unis

[L'exploitation des ressources constituées par les espèces pélagiques essentiellement migratrices énumérées à est réglementée par des organisations internationales appropriées en matière de pêche.] 1/

A. [Tout Etat riverain partie à la Convention ou tout autre Etat partie dont les navires battant pavillon national exploitent ou ont l'intention d'exploiter des ressources réglementées ont un droit égal à participer à l'action de ces organisation.] 2/

B. [Aucun Etat partie dont les navires battant pavillon national exploitant des ressources réglementées ne peut refuser de coopérer avec ces organisations. Les règlements de ces organisations établis conformément au présent article s'appliquent à tous les navires pêchant les ressources réglementées, quelle que soit leur nationalité.]

1/ Note : La partie III de la proposition des Etats-Unis se réfère aux ressources pélagiques essentiellement migratrices énumérées à l'annexe A. Le texte de cette annexe figure dans le document A/AC.138/SC.II/L.9.

2/ Note : Voir également le paragraphe 2 de la Déclaration de Moscou, document A/8721, p. 90, selon lequel tous les Etats intéressés, sans exception, doivent avoir la possibilité de participer à ces organisations sur la base du principe de l'égalité souveraine.

8.4 Gestion et conservation des ressources biologiques (suite)

Article 28 1)(suite)

C. [Dans le cas où les Etats intéressés sont dans l'impossibilité de créer une organisation internationale ou estiment qu'elle est inutile, les ressources sont réglementées par voie d'accord ou de consultation entre ces Etats.]

OU :

15) Japon

[La conservation des espèces (essentiellement pélagiques, y compris les espèces anadromes) et la réglementation qui les concerne sont assurées, selon le cas, dans le cadre de consultations ou d'accords internationaux auxquels tous les Etats intéressés participent, ou par l'intermédiaire des organisations internationales ou régionales de pêche.]

Article 28 2)

28) Déclaration de l'OUA

[Les Etats africains reconnaissent que les activités de pêche en haute mer ont un effet direct sur les pêcheries de la mer territoriale et de la zone économique. Par conséquent, ces activités doivent être réglementées, en particulier en ce qui concerne les espèces de poisson essentiellement migratrices et les espèces anadromes. Les Etats africains préconisent donc l'établissement d'un régime international ou d'une autorité internationale pour la pêche en mer ayant des pouvoirs suffisants pour faire respecter des principes de gestion des pêches, largement acceptés, ou le renforcement des commissions des pêcheries créées par la FAO ou d'autres organismes chargés de réglementer la pêche afin de leur permettre d'établir des règlements appropriés qui s'appliquent dans toutes les parties de la haute mer.]

16. ARCHIPELS*

Article premier

- 18) Fidji, Indonésie, Maurice, Philippines
- 28) Déclaration de l'OUA; 29) Uruguay
- 36) Equateur, Panama, Pérou
- 18) Fidji, Indonésie, Maurice, Philippines
- 29) Uruguay
- 36) Equateur, Panama, Pérou
- 18) Fidji, Indonésie, Maurice, Philippines
- 28) Déclaration de l'OUA
- 18) Fidji, Indonésie, Maurice, Philippines
- 28) Déclaration de l'OUA
- 29) Uruguay

1. La largeur de la mer territoriale d'un Etat archipel
- La mer territoriale d'un Etat archipel
- La zone de souveraineté et de juridiction d'un Etat archipel
2. dont les îles et autres éléments naturels qui le composent forment un tout géographique, économique et politique intrinsèque et est ou peut être historiquement considéré comme tel
- dont les diverses îles et autres caractéristiques naturelles forment une entité intrinsèque géographique, économique et politique qui a été ou a pu être considérée comme telle au cours de l'histoire
3. peut être mesurée
- peut être délimitée
- peut être déterminée
- délimiter
4. en traçant des lignes de base droites reliant les points extrêmes des récifs découverts et des îles les plus éloignées de l'archipel
- les lignes de base peuvent être tracées en reliant les points extrêmes des îles de l'archipel les plus écartées
- à partir de lignes de base droites qui joignent les points extrêmes des îles et des hauts fonds découvrants les plus éloignés du centre de l'archipel

* Voir aussi les sections 2 (mer territoriale) et 4 (détroits).

Article premier

36) Equateur, Panama, Pérou

[par rapport aux lignes de base droites qui relient les points extrêmes des îles et des éminences émergées extérieures de l'archipel]

Article 2 (1)

18) Fidji, Indonésie, Maurice, Philippines

1. [Les eaux à l'intérieur des lignes de base]

29) Uruguay

[Les eaux délimitées par les lignes de base et tracées comme il est dit au paragraphe 1]

36) Equateur, Panama, Pérou

[Les eaux délimitées par les lignes de base]

18) Fidji, Indonésie, Maurice, Philippines

2. [Quelles que soient leur profondeur ou leur distance de la côte]

29) Uruguay

[Indépendamment de leur profondeur ou de la distance qui les sépare de la côte]

18) Fidji, Indonésie, Maurice, Philippines

3. [ainsi que les fonds et le sous-sol correspondants, l'espace aérien surjacent et toutes leurs ressources]

18) Fidji, Indonésie, Maurice, Philippines

4. [appartiennent à l'Etat archipel et relèvent de sa souveraineté]

29) Uruguay

[sont considérées comme des eaux intérieures]

Article 2 (2)

- | | | |
|--|---|--|
| 18) Fidji, Indonésie, Maurice, Philippines; |) | |
| 29) Uruguay; implicitement 36) Equateur, Panama, Pérou |) | 1. Le passage inoffensif |
| 18) Fidji, Indonésie, Maurice, Philippines |) | 2. des navires étrangers |
| 29) Uruguay |) | des navires de tous les Etats |
| 29) Uruguay |) | Les navires quel que soit leur pavillon |
| 36) Equateur, Panama, Pérou |) | 3. dans les eaux intérieures de l'Etat archipel |
| 18) Fidji, Indonésie, Maurice, Philippines; | | |
| 36) Equateur, Panama, Pérou | | 4. se fera |
| 18) Fidji, Indonésie, Maurice, Philippines; implicitement 29) Uruguay et 36) Equateur, Panama, Pérou | | 5. conformément à la législation nationale de celui-ci, compte tenu des règles en vigueur du droit international |
| 18) Fidji, Indonésie, Maurice, Philippines | | conformément aux dispositions adoptées par l'Etat archipel |
| 36) Equateur, Panama, Pérou | | |

Article 2 (3)

- | | | |
|--|--|--|
| 18) Fidji, Indonésie, Maurice, Philippines | | Ce passage se fera en empruntant les voies de navigation désignées à cette fin par ledit état. |
|--|--|--|

VARIANTE

Article premier

37) Malte

La juridiction d'un Etat insulaire ou d'un Etat formé par un archipel peut s'étendre à une zone d'espace marin adjacente aux côtes de l'île ou des îles principales dont la largeur est de 200 milles marins mesurés à partir des lignes de base tracées conformément aux dispositions du chapitre III de la présente Convention. L'île ou les îles principales d'un Etat formé par un archipel sont désignées par l'Etat intéressé, qui doit en informer les Institutions internationales de l'espace marin. En cas de désaccord sur la désignation de l'île ou des îles principales, toute Partie contractante peut soumettre la question à la Cour maritime internationale, dont la décision lie les parties.

AUTRE VARIANTE

Article premier

43) Chine

Un groupe ou un chapelet d'îles proches l'une de l'autre est considéré comme un tout dans la délimitation de la mer territoriale.

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre librairie ou adressez-vous à: Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Приводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.
